

AVANT LE MARCHÉ, LES MARCHÉS : EN EUROPE, XIII^E -XVIII^E SIÈCLE (NOTE CRITIQUE)

Alain Guerreau

Editions de l'E.H.E.S.S. | *Annales. Histoire, Sciences Sociales*

**2001/6 - 56^e année
pages 1129 à 1175**

ISSN 0395-2649

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-Annales-2001-6-page-1129.htm>

Pour citer cet article :

Guerreau Alain, « Avant le marché, les marchés : en Europe, XIII^e -xviii^e siècle (note critique) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2001/6 56^e année, p. 1129-1175.

Distribution électronique Cairn.info pour Editions de l'E.H.E.S.S..

© Editions de l'E.H.E.S.S.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

AVANT LE MARCHÉ, LES MARCHÉS : EN EUROPE, XIII^e-XVIII^e SIÈCLE (note critique)

Alain GUERREAU

En abordant frontalement la question de la structure des marchés dans la France du XVIII^e siècle, Jean-Yves Grenier démontre une nouvelle fois, non sans quelque panache, qu'une construction abstraite, explicite et raisonnée est mille fois plus réaliste que n'importe quelle monographie prétendument empirique mais surtout cousue d'anachronismes en tous genres. On s'imagine trop volontiers que la tradition historiographique a légitimé toutes ces notions qui «vont de soi », et dont chacun sait bien ce qu'elles veulent dire, puisqu'elles constituent précisément la structure du sens commun, c'est-à-dire un système de représentation étroitement lié au monde le plus contemporain.

Quels risques court-on à s'inspirer des principes du rationalisme critique, sinon celui de heurter les thuriféraires des illusions sacrées ? Heureusement, dans une situation maussade comme celle que nous vivons, apparaissent des auteurs qui ne se préoccupent pas trop de ces risques. C'est ainsi, en tout cas, que j'interprète la parution, coup sur coup en 1996, de deux ouvrages fondamentaux relatifs à des aspects essentiels de la société féodale européenne : la traduction d'*Antidora*, de Bartolomé Clavero¹, et l'ouvrage, à bien des égards complémentaire, de Jean-Yves Grenier, dont je voudrais montrer ici l'intérêt exceptionnel.

À propos de Jean-Yves GRENIER, *L'économie d'Ancien Régime. Un monde de l'échange et de l'incertitude*, Paris, Albin Michel, 1996. Je remercie Jérôme Baschet et Ludolf Kuchenbuch qui m'ont fait d'utiles observations sur une première version de ce texte. Pierre Jeannin, qui l'a lu avec une extrême attention, m'a fait part d'un grand nombre de remarques et d'objections sans concession : je lui exprime ma plus vive reconnaissance.

1. Bartolomé CLAVERO, *Antidora. Antropología católica de la economía moderna*, Milan, Giuffrè Editore, 1991 (trad. fr., *La grâce du don. Anthropologie catholique de l'économie moderne*, Paris, Albin Michel, 1996).

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

Disons-le d'entrée de jeu : J.-Y. Grenier a choisi un style personnel, fortement inspiré de la littérature « économe », et il s'y tient avec une fermeté moralement louable, mais qui ne peut manquer de désarçonner l'historien, plus habitué à la prose molle de la corporation. On peut craindre que le commun des lecteurs potentiels ne referme le volume bien avant d'atteindre la cinquantième page. Et ce serait infiniment regrettable, car il s'agit d'un ouvrage fortement construit dont l'intérêt réside en grande partie dans cette construction même, qui n'apparaît guère sans une lecture complète, attentive et réflexive (sinon même deux lectures...). Nous commencerons donc ici par un résumé détaillé, pour tenter de faire apparaître cette charpente, dans la mesure du possible. Nous pourrions ensuite évoquer les erreurs, les insuffisances, et essayer d'évaluer les apports principaux en montrant comment ils pourraient, éventuellement, être élargis et généralisés.

Analyse de l'ouvrage

Le livre est divisé en quatorze chapitres, regroupés en quatre parties. La première est la plus abstraite : il s'agit de savoir ce que ne peut pas être, et ce que peut être, la « valeur » dans la société française des XVII^e et XVIII^e siècles. La deuxième partie aborde les déterminations pratiques, du point de vue le plus général : la monnaie, les taux d'intérêt et le profit, envisagés en tant qu'ils sont les éléments de la structure fondamentale, le « circuit ». La troisième section est le cœur concret : théorie de l'emploi et des salaires, de la production céréalière et de celle des biens manufacturés, le tout articulé aux niveaux sociaux qui contraignent cette structure. La quatrième partie, enfin, synthétise la signification et l'articulation des variations brèves, des évolutions longues et des « formes intermédiaires ».

L'introduction annonce la couleur : « Définir l'économie d'Ancien Régime », en renonçant à « confronter et juxtaposer de multiples monographies » ; ces monographies sont foncièrement hétérogènes, aucune agrégation cohérente ne peut en résulter. Ni Marx ni Polanyi n'offrent les moyens de penser les modalités intermédiaires qui caractérisent l'Ancien Régime. Il faut donc envisager une orientation nouvelle : identifier les principales caractéristiques formelles de cette économie d'Ancien Régime pour en faire les pièces d'un modèle constituant en quelque sorte la clé permettant de faire apparaître la logique et la cohérence des données empiriques qui, en première lecture, semblent plutôt munies des caractères inverses. Le problème de la valeur offre cet avantage de poser globalement la question décisive de la coordination des échanges, de la formation des prix et de celle des revenus. L'exploration des textes des « économes » du XVIII^e siècle apparaît comme une piste privilégiée. Pour autant qu'on prenne soin de ne pas y rechercher les prémisses des théories « classiques », on y trouvera énoncé le rôle prépondérant tenu par la consommation et ses déterminants sociaux. Cette inspiration est celle de toute l'enquête : prendre au sérieux la notion de « dispositif théorique » lié à la réflexion économique, mais en déplaçant et en reformulant intégralement la perspective des économistes « préoccupés du contemporain ». Au total, « autre vocabulaire..., méthode différente ».

La valeur

Le premier chapitre, « théories classiques et préclassiques de la valeur », part immédiatement à l'assaut de la théorie : comment « la valeur » était-elle conçue et définie au XVIII^e siècle, et que pouvons-nous en déduire ? L'analyse se déploie en un diptyque contrasté : chez les deux représentants majeurs de la « théorie classique », Smith et Ricardo, puis chez quatre « préclassiques », Cantillon, Turgot, Quesnay et Stevart. Les classiques sont pour une bonne part définis comme tels en raison, précisément, de leur définition intrinsèque de la valeur, au travers d'un équivalent général : le travail abstrait. Dès l'abord, en référence à Marx, J.-Y. Grenier rappelle le principe essentiel : « Ce statut d'équivalent général, le travail ne l'obtient qu'en devenant travail abstrait, ce qui ouvre sur une historicité à laquelle Marx est très attaché. » Autrement dit, cela n'est possible que dans un stade de marchandisation dominante du travail salarié, ce qui n'est pas le cas au XVIII^e siècle ; d'où la distinction entre « travail socialisé » et « travail social ». Sous cette terminologie, il faut entendre l'opposition entre la vente de force de travail, homogénéisation avant tout échange (ce qui en fait un équivalent général), et le travail déployé pour la création de marchandises (c'est-à-dire d'objets contrôlés par le capital marchand), qu'on peut donc appeler travail social mais qui, intrinsèquement, n'est pas contrôlé par le capital et demeure *de facto* tout à fait hétérogène, ce qui interdit d'en faire un équivalent général et contraint à rechercher celui-ci, s'il existe, là où intervient le capital marchand, c'est-à-dire dans l'échange.

Il apparaît globalement que les préclassiques se préoccupent fort peu de déduire le prix de la valeur, ce qui est encore plus net chez des auteurs plus orientés vers l'aspect pratique comme Bœsnier de l'Orme, Auxiron, Morellet ou Forbonnais. Tous ces économistes se soucient des conditions concrètes d'échange et des déterminants sociaux qui entrent en jeu : le monopole et la concurrence imparfaite jouent à leurs yeux un rôle décisif. L'analyse de la nature du profit demeure très limitée, sauf peut-être chez Turgot.

Le chapitre II traite de la valeur d'usage des marchandises. Deux approches apparaissent insuffisantes et inappropriées pour l'Ancien Régime : on ne peut en effet ni admettre que les préférences collectives résultent de la simple agrégation de préférences individuelles, ni se satisfaire de l'opposition formulée par Marx entre valeur d'usage et valeur d'échange. Il faut intégrer fondamentalement l'apport de l'analyse sociologique sur la détermination des valeurs sociales des objets et tenter d'articuler une valeur subjective/sociale et une valeur « intrinsèque ». Les objets ne se présentent pas individuellement sur les marchés, mais sous forme d'un espace ordonné et hiérarchisé.

Le long chapitre III propose une vue synthétique des grands principes de la logique sociale d'Ancien Régime, dans la mesure où ils interviennent comme déterminants des marchés et de toutes les variables économiques. La monarchie absolue est liée à l'existence de deux principes d'ordre et de

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

hiérarchie : la classification des objets et l'ordre social, lui-même synthèse des positions traditionnelles (société d'ordres) et des faveurs royales.

En tout état de cause, au XVIII^e siècle, il est impossible de penser la notion de crédit sans y rapporter intrinsèquement celle de crédit personnel, d'honneur et de réputation, pour le moins. La notion de crédit abstrait et impersonnel est un pur anachronisme qui interdit entièrement de saisir la logique de fonctionnement de ce système.

Cette observation est corollaire du caractère quasi insignifiant du capital fixe. Les procédés de production restent relativement élémentaires, le problème de la possession des moyens de production demeure secondaire, s'agissant de biens manufacturés. En revanche, on doit insister sur l'importance du rôle de structures collectives détentrices de moyens d'agir : la monarchie et ses agents, les États provinciaux, les corporations. La place croissante de la monarchie est liée à son imbrication dans la finance privée, au travers de structures complexes d'impôts, d'emprunts et de trafics d'offices. L'examen de la constitution d'un capital à proprement parler montre que l'investissement (si tant est que cette notion soit pertinente pour l'époque considérée) est assimilable à un prêt, et ne peut pas être considéré autrement que comme une opération de crédit.

Ceci est étroitement lié au fait que la recherche de stabilité passe nécessairement par l'utilisation de réseaux solides et bien balisés, familiaux au premier chef. S'agissant enfin de la valorisation de ces avances, on ne doit pas manquer de souligner l'intervention constante des autorités sur les marchés : privilèges et subventions font partie des structures. Les actions dans le domaine des prix, moins nombreuses, sont cependant courantes : les demandes des marchands montrent l'absence de toute idée de concurrence comme agent de l'équité des échanges. Le contrôle de la main-d'œuvre et la réglementation de son emploi n'ont pas cessé de se développer jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

La question du profit ne dépend que très marginalement de la logique des marchés : toute stratégie d'utilisation de l'argent vise d'abord l'affirmation ou l'amélioration d'un classement dans la hiérarchie sociale. Les offices et les terres occupent l'essentiel du terrain. Du coup, la circulation des avances s'opère dans un contexte général d'incertitude et de méfiance, et dans un espace foncièrement hétérogène dont il est exclu qu'il puisse engendrer une égalisation des taux de profit. Il faut au contraire partir de l'idée d'une structure *a priori* des taux de rentabilité. Une analyse précise (difficile) permet de montrer que les comportements se repèrent sur deux structures antagonistes : les rentes et les placements spéculatifs, aux caractères opposés, tant du point de vue moral que du point de vue quantitatif. D'où la proposition générale, pour la suite de l'analyse, de distinguer méthodiquement ce que l'on suggère ici d'appeler « profit 1 » et « profit 2 ».

Le chapitre IV s'attaque à la question de la répartition des divers types de revenus (étape nécessaire), pour pouvoir ultérieurement analyser leur emploi. La notion, en apparence simple, de salaire-subsistance n'est guère réaliste. Car elle suppose un équilibre de l'offre et de la demande calé en quelque sorte sur un niveau minimal. Il suffit de se rappeler les violents

aléas démographiques de l'Ancien Régime pour revenir à l'image de désajustements, sinon permanents, en tout cas fréquents, qui constituent *de facto* la donnée de base sur les marchés de main-d'œuvre. Le rapport salarial concret est d'abord une relation de dépendance personnelle, non socialisée (en ce sens qu'il ne s'agit pas d'une relation anonyme, mais au contraire, qu'il y est fait « acception des personnes »). L'importance considérable des avances dans de nombreuses branches est un facteur important de fixation d'une main-d'œuvre encore potentiellement imbriquée dans des structures villageoises. Les prescriptions corporatives tout autant que les privilèges qui permettent à des manufactures d'échapper à ces prescriptions étayent le lien personnel lorsque celui-ci s'avère trop peu efficace. En cas de tension, les juges et les administrateurs interviennent à la première occasion. Les divers procès de production, à l'écart de la circulation des biens, déterminent le cadre et les conditions des face-à-face d'où résulte la fixation des salaires.

La nécessité de distinguer deux types de profit correspond à l'existence de deux formes principales de mise en œuvre du capital. La première recherche l'acquisition d'un revenu à taux fixe, assimilable à une rente ; la seconde repose sur la valorisation des avances par la circulation de la marchandise. Il y a à la fois unicité du capital (quant à sa définition) et multiplicité des aspects pratiques de son usage, commerciaux et financiers. La diversification est la règle pour la plupart des détenteurs de fonds ; l'idée de prêt continue cependant de l'emporter largement sur celle de participation, ce qui oblige à considérer séparément la dimension du profit « quasi-rentier » (profit 1).

Dans cette perspective, la monarchie joue un rôle pivot comme agent de fixation du taux de référence. Le marché des capitaux demeure cloisonné et morcelé : en fait, on trouve des marchés très différenciés, quoique partiellement interdépendants, mais aucun mécanisme qui permette de déterminer un taux effectif. Dès le *xvi^e* siècle, la monarchie intervient continuellement et de mille façons en matière de taux d'intérêt, pour établir un taux « normal ». Le succès et l'essor considérables des rentes constituées dépendent de ce cadre.

Au total, il apparaît que l'existence de multiples marchés, lieux où se fixent les prix, n'implique nullement la présence en leur sein de mécanismes autorégulateurs doués d'efficacité vers l'extérieur. Dans la société d'Ancien Régime, l'échange est par nature asymétrique : il traduit les propriétés d'une structure sociale qui lui préexiste et sur laquelle il n'exerce aucune influence tangible.

Le « circuit »

Avec la deuxième partie et le chapitre v apparaît enfin la notion clé de toute la construction, « le circuit ». Cette structure intègre trois éléments : les flux (investissements, revenus, consommations) ; les lieux de confrontation et de fixation des variables, *i.e.* les marchés, d'où proviennent les informations dont résultent la durée et la poursuite des opérations ; les

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

normes de comportement qui déterminent les répartitions. La plupart des auteurs du XVIII^e siècle, physiocrates ou non, s'accordent pour considérer comme strictement prépondérante la contrainte du volume des biens de subsistance : la population qui ne vit pas directement du travail de la terre ne subsiste que pour autant qu'elle a accès au surplus de la production agricole, lequel détermine le volume d'emploi du secteur non agricole, celui-ci étant alors conçu comme une contrepartie. Les analyses des auteurs du XVIII^e siècle établissent deux caractères décisifs de cette contrepartie : 1. il s'agit d'un flux monétaire, et l'analyse porte donc sur des prix ; 2. c'est la consommation qui joue le rôle moteur et qui est au centre de la détermination du niveau de l'activité : le volume monétaire de consommation (en premier lieu des biens primaires) détermine le produit net, et par là même le niveau de reproduction, « les occasions d'emploi pour les manufactures ne connaissent de bornes que celles de la consommation » (*Encyclopédie*, sv « Industrie »). Mais cette dynamique est rendue complexe par sa hiérarchisation et sa stratification.

Le problème de la détermination du revenu entre épargne et consommation est contraint par plusieurs facteurs largement indépendants. En gros, le taux de variation de la consommation est inférieur à celui du revenu, mais varie sensiblement selon les catégories sociales et le niveau de revenu. Mais un autre facteur de variation est lié à une fluctuation temporelle : dans deux situations d'apparence instantanée et identique, les comportements peuvent être très différents selon les anticipations ; ce qui se conçoit aisément : épargne ou désépargne varient en partie en fonction de la période écoulée mais plus encore en fonction des prévisions, sans oublier que les facteurs diffèrent fortement selon les catégories sociales, qui, de plus, ne réagissent pas selon le même tempo (décalages variables, ce qui donne des allures distinctes aux marchés hiérarchisés, correspondant à des clientèles socialement hétérogènes). Cependant, l'imitation peut produire des effets imprévisibles. On peut conclure sur la notion de forte disparité des modèles de consommation, entendus en tant que modèles de déroulement des attitudes dans le temps.

Avec le chapitre VI s'étale en pleine lumière le problème de la monnaie qui constitue, *de facto*, la pierre de touche de toute analyse de « l'économie » féodale, suivi de ce qui apparaît dans la démonstration comme son corrélat, le taux d'intérêt. Comme on l'a déjà noté, il n'existe aucun équivalent général sous l'Ancien Régime : on trouve autant de rapports monétaires, donc de fixations de la valeur de la monnaie, que de formes d'échange. Ce qui correspond étonnamment à la dualité entre monnaie de compte, grandeur numérique purement comptable, et monnaies réelles, concrètes, ne portant aucune indication de valeur.

À partir du moment où l'on reconnaît pleinement à la monnaie le caractère de marchandise, on ne peut plus utiliser les vieilles formules M-A-M (ni bien sûr A-M-A) ; il faut se résoudre à écrire : « M-A et A-M », ce qui est bien différent. Car alors, on reconnaît que la monnaie est recherchée et acquise pour elle-même, particulièrement en tant qu'instrument privilégié de thésaurisation. À cela s'ajoute la monnaie comme signe de

richesse (dans une société où les signes tenaient une place majeure) et qu'elle joue le rôle d'encaisse et de liquidité, dont la détention abondante assure à tout moment un avantage multiforme et substantiel. Il ressort de tout cela que les monnaies remplissent des fonctions ayant un coût et justifiant des demandes spécifiques (en dehors de celles du prêt sous toutes ses formes). Mais ces fonctions s'exercent dans des cadres variés : les caractéristiques des monnaies dans chacun d'entre eux ne se recouvrent que très partiellement. Cette grande variété est un avantage majeur entre les mains de ceux qui connaissent les monnaies et leurs jeux, et qui disposent d'une solide encaisse.

Après l'examen structurel de la monnaie et de l'intérêt, il faut enfin (chapitre VII) fermer la boucle en précisant les rapports entre monnaies et prix, c'est-à-dire introduire la notion de masse monétaire, qui est fort loin d'être univoque. Force est de constater que la « théorie quantitative » implique en fait une structure non monétaire des prix relatifs. À l'inverse du monétarisme courant, la détermination sur les marchés des prix, en tant que grandeurs monétaires, implique un rôle strictement nécessaire, quoique secondaire, des monnaies.

Il faut tout d'abord distinguer fortement monnaie en circulation et monnaie thésaurisée : la proportion de cette dernière est excessivement variable, mais peut être considérable, pouvant certainement dépasser, encore au XVIII^e siècle, plus de la moitié de la masse totale. La notion de vitesse de circulation est vide de sens, ce qui par conséquent vide aussi de sens la formule de Fisher. L'offre et la demande de monnaie sont indépendantes, en ce sens qu'elles répondent à des déterminations bien différentes ; mais elles interagissent, si bien qu'aucun de ces deux aspects ne peut être considéré comme suffisant pour analyser le circuit monétaire.

En phase de hausse générale (A), la structure des prix en début de période oriente l'investissement puis conditionne la consommation, celle-ci étant fondamentalement hétérogène (hiérarchisée), donc non globalisable (ceci est un point crucial). Proportionnellement faible, l'investissement peut donc subir des fluctuations fortes susceptibles de produire des effets d'amplification très rapides. L'idée qu'une masse monétaire globale influencerait sur cette évolution est contredite à la fois par l'impossible globalisation de la demande et par les considérables variations de proportion de la masse thésaurisée. En phase de baisse (B), les réponses sont moins univoques : le choix est possible entre augmentation des taux de profit et extension de l'offre. Dans le secteur agricole, la réduction des marchés et l'alourdissement des stocks entraînent une hausse des prix relatifs. Il faut distinguer au moins trois types d'encaisse, selon que celle-ci est consacrée à la thésaurisation, aux transactions ou à la spéculation. S'agissant de thésaurisation, on doit se garder d'imaginer des relations simplistes. L'essor de la fiscalité, loin d'affaiblir la thésaurisation, l'a sans doute au contraire accrue fortement, dès lors qu'une encaisse disponible de plus en plus importante était nécessaire pour y faire face ; au surplus, les bénéficiaires de la redistribution de ces sommes, appartenant aux catégories les plus élevées, étaient ceux qui avaient la plus forte propension structurelle à thésauriser. S'agissant des

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

transactions, il faut souligner que celles qui portent sur les biens secondaires exigent une masse monétaire bien inférieure à celles qui concernent les biens primaires. La croissance démographique et l'urbanisation accentuent fortement la fluidité de la monnaie (ce qui pourrait peut-être constituer l'explication principale de l'inflation du ^{xvi}^e siècle). Bien entendu, le développement du papier joue ici un rôle important, qu'il ne faut cependant pas surestimer, car, à court et moyen terme au moins, c'est le commerce, donc l'encaisse de transaction, qui crée billets et lettres de change, et nullement l'inverse. Le papier joue un rôle amplificateur, dans un sens comme dans l'autre. L'encaisse de spéculation est surtout destinée à profiter d'opportunités d'achat à bon compte, mais surtout, s'agissant de biens-fonds, «à saisir».

Les principales grandeurs : emploi et salaire, céréales et biens manufacturés

Après la construction de la valeur (première partie) et celle du circuit (deuxième partie), la troisième entreprend d'analyser le comportement temporel et séquentiel des diverses grandeurs, en particulier les salaires, les céréales et les biens manufacturés.

Concernant les salaires (chapitre ix), l'essentiel est qu'il n'existe pas de marché du travail à proprement parler. D'abord parce qu'il faut distinguer fortement travailleurs stables et travailleurs temporaires, et parce que la rémunération dépend peu de la conjoncture : le mouvement des prix des biens de subsistance est à peu près celui des salaires réels. De plus, les marchés sont très fragmentés. L'individualisation des secteurs d'activité est très marquée, souvent indépendamment des qualifications techniques. Les règlements locaux et corporatifs produisent de multiples cloisonnements. Procédures de classement et monopoles divers ne cessent de se renouveler. Paradoxalement, la mobilité de la main-d'œuvre paraît importante et susceptible de s'exercer sur de grandes distances, justifiant de multiples interdictions contre tout ce qui peut nuire à la stabilité de la relation salariale, au premier chef le débauchage ou l'entente entre candidats à l'embauche. D'où notamment le livret, qui se généralise au ^{xviii}^e siècle.

L'analyse de l'offre céréalière (chapitre x) est une des clés du dispositif. L'idée première est que le « potentiel de production agricole » est très supérieur aux besoins moyens de la population. C'est une idée courante au ^{xviii}^e siècle. Qu'est-ce à dire ? *Le nodum crucis* est la définition de l'« année commune ». Que peut signifier, par exemple, une moyenne sur cinq ans ? Les variations interannuelles des prix étant fortes, les administrateurs du ^{xviii}^e siècle se préoccupaient de les stabiliser. Mais quelle était donc la relation avec la variation des quantités produites ? Et cette variation tenait-elle essentiellement aux fluctuations climatiques, ou d'autres éléments jouaient-ils un rôle complémentaire important ?

La première remarque est que la notion de « surface cultivée » ne renvoie pas à une grandeur univoque. Dans la plupart des régions, on doit distinguer les terres cultivées en permanence (tout en tenant compte des jachères) de celles qui ne sont cultivées que certaines années, ainsi que de celles qui ne

le sont que de loin en loin. Les terres incultes et les friches occupaient en général une proportion très importante de la surface, terres qu'il était toutefois possible de cultiver, le cas échéant. Inversement, il pouvait arriver que les circonstances restreignissent la surface cultivée de manière drastique, en particulier lorsque les paysans, pour des raisons diverses, manquaient de grains pour les semences.

La distinction classique entre exploitations petites, moyennes et grandes s'opère largement en fonction du rapport entre les disponibilités en main-d'œuvre et celles en terres : des unes aux autres, on passe d'un excédent de travailleurs à une disponibilité de plus en plus forte de terres. Au XVIII^e siècle, l'offre céréalière (commercialisée) était surtout le fait des grandes exploitations, qui employaient une main-d'œuvre rémunérée. La décision de cultiver des grains en plus ou moins grande quantité dépend alors en bonne partie de la perception de la conjoncture par ces exploitants. Les ventes favorables, la hausse des prix, incitent à des mises en culture supplémentaires.

Pour ce qui est des conditions matérielles, on peut retenir trois idées : 1. les facteurs disponibles sont plus ou moins mal utilisés, en tout cas pas de manière « optimale » ; 2. la mise en culture des terres cultivables ne dépend que très peu de leur potentiel ; la notion de rendements décroissants n'est pas empiriquement vérifiable ; 3. l'effet des facteurs météorologiques, indéniable, est très difficile à évaluer, aussi bien à court qu'à long terme, car les stratégies d'offre (*i.e.* de mise en culture plus ou moins étendue) dépendent, quoique avec un certain décalage, du niveau des prix, stratégie qui peut amplifier ou au contraire annuler une fluctuation climatique.

La très médiocre connaissance qu'on a des fluctuations climatiques et de leurs propriétés numériques exactes à l'époque moderne interdit quasiment de se livrer à des calculs détaillés sur les rapports avec les quantités récoltées, que l'on ne connaît d'ailleurs guère mieux. L'offre céréalière est le fait des exploitations moyennes et grandes. Si, dans les exploitations moyennes, l'objectif est de garantir la subsistance pour toutes les années, même mauvaises, cela entraîne automatiquement un surplus le reste du temps. Cela dit, l'orientation la plus céréalière est celle des exploitations les plus vastes. La structure de la production tend à amplifier les tendances au lieu de ramener à un quelconque « équilibre » : en cas de prix élevés, les revenus sont substantiels avec une production faible, et le coût des grains n'incite que peu à augmenter les avances ; inversement, en cas de baisse des prix, tout pousse à un accroissement de la production, qui ne peut qu'accentuer le mouvement.

Le chapitre XII est consacré à la mise en lumière du modèle ordinaire d'évolution chronologique des productions de biens manufacturés, modèle que J.-Y. Grenier propose d'appeler la « parabole ». L'idée est que chaque centre de production possède une relative autonomie par rapport à la conjoncture générale et parcourt, en une durée très variable, un cycle propre, irréversible, dont la forme est à peu près toujours la même. Une parabole peut correspondre à un produit, un groupe de produits, une manufacture. Un groupe, un centre en remplace un autre : les paraboles se chevauchent

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

plus ou moins, assurant la substitution d'un type de produit par un autre, partiellement équivalent. Le fait que chaque produit parcourt ainsi une sorte de cycle (unique) correspond au caractère de forte individualisation des biens produits pour l'échange. La conservation de cette identité est essentielle à la préservation de la place de ce produit sur les marchés, ce qui rend presque impossible toute forme d'adaptation en fin de cycle. Une stratégie de baisse des coûts, comme le transfert à la campagne d'une partie de l'activité, peut ralentir la décadence mais ne peut pas y faire réellement obstacle. La durée des paraboles tend à diminuer entre le ^{xvi} et le ^{xviii} siècle, ce qui traduit une diversification des types de produits et un certain essor de la concurrence (sous cette forme très spécifique). Les fluctuations des modes apparaissent comme des facteurs structurels très importants. L'opposition entre deux types de capital correspond bien à cette configuration : le capital circulant, rapidement mobilisable, autorise les transferts d'une parabole à l'autre ; le capital fixe, au contraire, est dénué de toute capacité d'initiative. Au surplus, on ne doit jamais oublier que l'idéal d'une destinée industrielle est toujours d'amasser une fortune, de changer de mode de vie et de se reconvertir dans la rente foncière. Ce qui accentue encore le caractère irréversible de la forme-parabole manufacturière.

Les caractères des durées

La dernière partie, divisée seulement en deux chapitres, propose une vue synthétique des séquences temporelles et des structures qui organisent la cohérence des diverses durées.

Le court terme est en grande partie articulé par les décalages. Les marchés, hiérarchisés, sont bien distincts, et leur ajustement, toujours partiel, prend du temps : celui qui est nécessaire au revenu global pour passer successivement, et dans l'ordre, de l'un à l'autre. Observation qui implique la non-réversibilité. À cela, il faut ajouter que les variations concernent au premier chef les quantités ; les prix sont plus rigides, cette rigidité variant beaucoup selon le type de produit, en fait diminuant fortement au fur et à mesure que l'on descend dans la hiérarchie. Mais, concrètement, la confrontation commence sur les marchés des biens de subsistance, et c'est là que les variations sont les plus violentes ; la variabilité diminue à mesure que l'on avance dans le circuit, ce qui réduit en partie l'incertitude liée au délai. Pour autant qu'une cohérence d'ensemble existe, elle résulte de trois phénomènes : 1. la contrainte globale de revenu fait que l'ensemble des sommes dépensées sur les marchés ne peut dépasser le revenu total de la période de circuit ; 2. les conditions de prix exercent des effets de répartition entre les divers types de dépenses ; 3. les marchés sont caractérisés par des situations (changeantes) de monopoles, au moins partiels.

Restent à élucider ce qu'on peut appeler des « formes temporelles intermédiaires », de l'ordre de six à douze ans, qui sont les plus apparentes sur les courbes. Ces variations ont peu de cohérence dans l'espace observé (l'hexagone), ce qui incite à supposer une origine en grande partie locale, liée à la dynamique propre des prix, étant entendu que les marchés sont

cloisonnés régionalement. L'absence de périodicité (*i.e.* de régularité de la longueur et de l'amplitude des cycles) peut correspondre à des chocs (impulsions) de forme stochastique, dont l'effet prend l'allure d'une sinusoïde avec amortissement et décalage. Des impulsions sans périodicité et d'intensités variables paraissent susceptibles de produire (au moins d'un point de vue numérique formel) des courbes du type de celles qu'on observe.

La conclusion reprend quelques idées de base : 1. le capital, défini en termes d'avances monétaires, est essentiellement un moyen de créer une dissymétrie (rapport de forces) dans l'échange ; 2. les producteurs (qui travaillent pour l'échange) sont contrôlés au travers de ces échanges, et non au travers des procès de production eux-mêmes ; 3. les revenus tirés du contrôle de la terre ont une position strictement dominante ; 4. partout interviennent, comme facteurs puissants, les réseaux, les privilèges, les monopoles ; 5. les marchés, non auto-régulés, ont des effets de détermination des plus limités ; 6. l'analyse temporelle montre au contraire que les mécanismes à l'œuvre entraînent des déséquilibres et des désajustements structurels permanents, générant des séquences de durée imprévisible.

Réflexions sur l'économie ancienne

À ce stade de l'analyse, le lecteur doit concentrer son énergie pour maîtriser le schéma de J.-Y. Grenier. Car là réside le problème central : les éléments de la construction tirent l'essentiel de leur signification de l'articulation du tout et la question décisive est donc de savoir si le choix de ces éléments était pertinent. *Aliis verbis*, si l'absence de tel ou tel aspect de l'« économie » du XVIII^e siècle invalide, ou non, la construction, et dans quelle mesure l'introduction de tel ou tel d'entre eux serait susceptible de modifier l'équilibre général.

Ce schéma tient en trois thèses, solidement liées : 1. les individus, les groupes et les objets étaient entièrement déterminés par une structure d'identification et de personnalisation spécifique, entraînant tendanciellement une très faible substituabilité ; 2. tous les processus de production et de circulation étaient extrêmement lents et leur interdépendance entraînait ainsi, globalement, une structure très prégnante, faite d'enchaînements non-réversibles et de séquences hétérogènes ; 3. la non-substituabilité des objets et l'hétérogénéité des séquences temporelles conditionnaient un système d'échange caractérisé par des ajustements toujours partiels, ponctuels et incertains ; le cloisonnement structurel renvoyait à des échanges en permanence dissymétriques et instables.

Cette construction est robuste et très novatrice. Mais, d'emblée, quatre manques m'étonnent : 1. dans ce schéma, on ne voit pas le temps historique : aucune dynamique, pas même d'évolution de la structure ; 2. le choix géographique est étrange : l'hexagone ; peut-on faire abstraction du « grand commerce » et, surtout au XVIII^e siècle, de la traite et du commerce triangulaire ? ; 3. l'absence de la construction et du bâtiment, première activité non agricole de l'Europe préindustrielle, est confondante ; rien non

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

plus sur la vigne et le vin, pas d'allusion au sel ; 4. divers groupes sociaux sont énumérés, et une place considérable est ménagée à la monarchie et à ses agents ; mais de l'Église, nulle trace ! Dans une société d'ordres, c'était pourtant le premier — plus du quart du sol lui appartenait ; quant au système de références, il est paradoxal de décrire la société du XVIII^e siècle comme une société laïque ; Voltaire se serait-il donc acharné contre des moulins à vent ?

Un choix raisonnable de variables

En considérant les choses de plus près, on s'aperçoit que, malgré le titre, cet ouvrage ne vise nullement une description générale : il s'agit d'exposer un modèle fondé sur le choix de quelques éléments seulement, jugés comme des éléments clés ou, à tout le moins, assez représentatifs de l'armature du système des échanges de cette période. Cette manière de procéder est, dans son principe, légitime ; mais à une condition, qui ici n'est pas remplie : qu'elle soit sinon justifiée, du moins explicitée. L'introduction expose deux principes : la non-cumulativité des monographies (c'est un point absolument juste, sur lequel il n'y a pas à s'étendre) et le choix d'une perspective précise, celle d'une interrogation sur la notion de valeur ; ce choix est moins obvie, mais le livre en montre le caractère fructueux. Or, rien n'est dit sur la sélection des variables, ce qui est regrettable. Lorsque l'on propose une nouvelle perspective d'analyse, il est indispensable d'énoncer, au moins brièvement, les principes retenus et mis en œuvre. Une ou deux pages supplémentaires n'auraient pas alourdi un volume qui en compte plus de quatre cent quatre-vingts. Ces deux pages auraient permis d'éviter des ambiguïtés, d'écarter une série d'objections trop aisées à soulever pour disqualifier l'ouvrage, et peut-être, surtout, auraient pu contribuer à nourrir la réflexion des jeunes historiens potentiellement intéressés par cette démarche. Au surplus, l'évolution de la science historique est parvenue à un point où l'élucidation des présupposés constitue une clé essentielle de tout progrès.

J.-Y. Grenier s'est préoccupé, de longues années durant, de répertorier et de compiler des séries de prix français à l'époque moderne. C'est ce travail empirique, monumental, qui a constitué l'occasion de sa réflexion². Car il lui est apparu que ces séries, où se lisaient de-ci de-là quelques ressemblances vagues et/ou ponctuelles, avaient surtout ce caractère massif de « partir dans tous les sens ». Ou, pour dire les choses autrement, de former un fouillis littéralement indescriptible, c'est-à-dire rebelle en apparence à toute description cohérente³. Il a été saisi par la tentation de la sophistication

2. Jean-Yves GRENIER, *Séries économiques françaises (XVI^e-XVIII^e siècles)*, préface de Jean-Claude Perrot, Paris, Éditions de l'EHESS, 1985.

3. On ne trouve pas dans le livre de J.-Y. Grenier une discussion bien ordonnée de l'« état des questions ». Discretion tout à fait louable : à quoi bon enfoncer des portes ouvertes, en montrant que les éléments de cohérence relatifs à ces séries que l'on peut trouver chez Labrousse, Goubert, Le Roy Ladurie, Morineau et autres sont des artefacts résultant d'une sélection (très sélective !) subjective et injustifiable ?

économico-statistique (qui a laissé quelques cicatrices, nous y reviendrons) mais il s'est lucidement aperçu que les méthodes en question constituaient en l'occurrence une impasse. Il a donc entrepris, courageusement, l'édification à nouveaux frais d'un modèle inédit. Ce faisant, il s'est rendu compte avec clairvoyance que les « économistes » utilisent des paramètres et des relations entre ceux-ci qui dépendent fondamentalement des structures de la société contemporaine et ne sont donc d'aucune utilité pour l'examen des sociétés précapitalistes. D'où en définitive la nécessité incontournable d'une élucidation et d'une reconstruction des notions de base intervenant dans la structure des échanges dans cette société. Et c'est ici qu'est intervenue la seconde option : considérer avec toute l'attention nécessaire les discours des théoriciens et des administrateurs du XVIII^e siècle, en essayant de mettre au jour la logique de leurs propos, et en faisant l'hypothèse qu'une telle élucidation est susceptible à la fois de fournir quelques bons outils et de permettre de réfléchir sur la relation entre les formes concrètes et les représentations des penseurs de cette époque. On ne saurait trop souligner l'intérêt de la jonction de ces deux perspectives d'observation et d'analyse, trop généralement disjointes.

Dans cette ligne, le choix de quelques séries bien documentées (blé, viande, tissu, salaire de base) allait pour ainsi dire de soi. C'est un premier point, mais on ne peut en rester là. Sans chercher à faire semblant de découvrir *a posteriori* une justification théorique à ce choix, on peut au moins ajouter que si ces séries sont assez bien documentées, c'est qu'elles correspondaient à des objets dont les prix préoccupaient particulièrement les administrateurs du temps, qui devaient avoir quelques bonnes raisons ; et, enfin, que les objets en question sont relativement simples et pas trop hétérogènes, ce qui autorise de (prudentes) comparaisons dans le temps et l'espace, avantage décisif par rapport, notamment, au vin (tout à fait hétérogène) ou au sel (dont le commerce était distordu par un système de taxation complexe et bancal). Trois raisons donc qui expliquent en bonne partie l'efficacité des choix. À quoi l'on peut adjoindre un corollaire pratique : si l'examen schématique de quelques séries sélectionnées a nécessité près de cinq cents pages, combien de milliers eussent été indispensables pour traiter la totalité, et combien de dizaines d'années ?

On peut donc conclure que l'incomplétude ne constitue pas une objection intrinsèque, sauf à montrer que l'absence de tel ou tel élément, ou ensemble d'éléments, déséquilibre gravement la construction⁴. D'un autre côté, il faut insister sur le caractère fondamentalement provisoire de l'objet ainsi construit : la finalité de ce modèle est d'être à la fois discuté quant à son organisation interne et surtout testé sur d'autres jeux de données, élargi dans son application, partiellement restructuré le cas échéant, inséré si nécessaire dans un ou des modèles de plus vaste portée. Ce n'est pas un aboutissement, mais un point de départ. Et c'est d'ailleurs bien pourquoi on peut sans crainte parler d'œuvre fondatrice.

4. On a écarté ici l'idée d'une discussion juxtalinéaire. Ce livre suscite la discussion presque à chaque page ; c'est un indice manifeste de sa richesse.

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

L'impossibilité de procéder à l'agrégation d'une multitude de monographies tient moins à leur hétérogénéité (indiscutable) qu'au fait qu'elles utilisent pour la plupart des outils analytiques foncièrement inadaptés, qui saisissent en porte-à-faux la plupart des objets qu'elles tentent d'examiner⁵. L'empirisme ordinaire débouche irrémédiablement sur la fiction et le contresens. La nécessité de commencer par construire un schéma général tout simplement réaliste impose un labeur long, pénible et incertain de repérage et de détermination de notions inédites répondant à deux impératifs indissociables : 1. former un ensemble articulé et cohérent⁶ ; 2. correspondre empiriquement avec le moins d'écarts possibles à l'ensemble des indications disponibles dans la documentation. Pour parvenir à cette fin, J.-Y. Grenier a choisi d'éclairer son objet sous quatre perspectives successives. Du coup, bien sûr, les « redites » semblent nombreuses. Mais il faudrait enfin parvenir à comprendre qu'il est absurde d'imaginer qu'on puisse décrire une structure et son fonctionnement en utilisant la forme-récit traditionnelle et les normes courantes de la rhétorique, celles de Boileau ou celles du *Monde*.

Une fois saisie la logique d'ensemble de la construction, on se rend donc compte qu'il s'agit d'un *modèle ouvert*. Et ce caractère est une des principales forces de la construction. Nous voudrions apporter ici une première contribution destinée à illustrer ce caractère. Nous examinerons à notre tour l'objet (le modèle) dans quatre perspectives : 1. la manière d'analyser et d'utiliser les « auteurs » ; 2. le problème des traitements numériques ; 3. les développements potentiels de quelques domaines ; 4. la question du rôle de l'espace dans le modèle, seul point qui pourrait nous inciter à conclure à l'opportunité de déplacer quelque peu le centre de gravité dudit modèle.

5. L'objection courante qui consiste à remarquer que l'hétérogénéité se trouve dans les données elles-mêmes est inconsistante : c'est une absolue banalité de rappeler que telle ville diffère de telle autre, telle firme commerciale diffère de telle autre, et ainsi de suite. La difficulté, bien réelle au contraire, est de savoir ce qu'on entend par « ville » ou par « firme commerciale », et dans quelles conditions, plus spécialement dans quel cadre et dans quelles limites, cela peut avoir du sens de comparer, d'ordonner, d'agrèger plusieurs « villes » ou « firmes commerciales ». En tant qu'objet intrinsèque, une ville ou une firme commerciale n'ont aucun sens (à l'inverse de ce que croit le sens commun) ; une ville n'a de sens que comme élément d'un réseau urbain, une firme commerciale comme agent dans un circuit commercial. Comparaison et agrégation, qui n'ont de sens que par rapport à cette structure (à propos de laquelle on ne peut faire l'économie de quelques hypothèses minimales, en particulier s'agissant des limites des ensembles considérés), sont *ab ovo* vouées à l'échec si les descriptions monographiques reposent sur des *a priori* conceptuels et/ou méthodologiques hétérogènes.

6. Cette formule n'est pas bénigne : elle repose sur deux notions « lourdes » qui sont bien loin d'être claires *a priori*, et qui mériteraient d'autant plus d'être discutées qu'elles impliquent en fait une reconsidération radicale de la manière de « faire de l'histoire ». C'est en soi tout un programme de réflexion.

Sur le traitement et la signification historique des « auteurs »

L'idée de rechercher chez les auteurs du XVIII^e siècle les notions et les raisonnements qui leur ont permis de se représenter plus ou moins clairement les réalités matérielles et sociales au milieu desquelles ils vivaient ne peut qu'être approuvée. Mais, comme toujours dans ce genre de circonstances, il faut être attentif à repérer aussi bien les avantages que les dangers d'une telle démarche. Ou, pour reprendre une formule, ne pas confondre allusions et illusions ; voire, autant que possible, établir la relation entre ces deux aspects. Dans la perspective ouverte par J.-Y. Grenier, il y aurait beaucoup de compléments à apporter, pour ne pas dire de grandes enquêtes à effectuer.

Les enjeux des affrontements entre « économistes » au XVIII^e siècle

Le XVIII^e siècle fut le moment où naquit *stricto sensu* l'économie politique ; c'est-à-dire l'économie au sens contemporain du terme, en tant que macro-concept visant à la fois à délimiter et à articuler une partie importante du tout social. La naissance de ce macro-concept fut bien entendu le produit direct, *unmittelbar*, d'un mouvement intellectuel, mais ce dernier fut, dans son essence, la traduction d'une transformation sociale profonde et extrêmement conflictuelle⁷ : mouvement d'ensemble que nous avons proposé d'appeler la *double fracture conceptuelle*. L'ordre dans lequel J.-Y. Grenier présente les six auteurs principaux qu'il retient dans son chapitre I correspond à peu près à l'éventail disponible. Mais il n'aurait pas été sans intérêt d'établir la relation entre la « théorie de la valeur » de chacun de ces auteurs et le point de vue social sous-jacent, c'est-à-dire en gros le type d'intérêt défendu. Montrer les oppositions et leurs ressorts constitue en même temps la manière la plus simple et la plus réaliste d'introduire la dynamique et avec elle le temps historique.

On ne fera pas preuve d'une originalité fracassante en rappelant que, dans ce cadre, se sont affrontés, *grosso modo*, trois positions principales, correspondant assez largement à trois types d'intérêts. Les mercantilistes représentaient ce qu'on peut appeler le « marchand féodal », groupe dont la référence centrale était le territoire, d'abord perçu et défini au travers de l'opposition intérieur *vs* extérieur. À l'autre bout, les libéraux (façon XVIII^e siècle, ceux que les manuels désignent ordinairement comme « les classiques ») partaient au contraire de l'idée que l'échange, loin d'être à somme nulle, peut et même doit être mutuellement profitable, ce qui justifie d'accorder une totale liberté aux procédures d'échange et, ceci est essentiel, de reconnaître un rôle social prépondérant aux acteurs principaux du marché. Les physiocrates, quant à eux, très importants au XVIII^e siècle, représentaient un groupe en mutation, l'aristocratie féodale qui cherchait à se transformer

7. Ludolf KUCHENBUCH et Bernd MICHAEL, *Feudalismus. Materialien zur Theorie und Geschichte*, Francfort-sur-le-Main, Ullstein, 1977 ; Alain GUERREAU, « Fief, féodalité, féodalisme. Enjeux sociaux et réflexion historique », *Annales ESC*, 45-1, 1990, pp. 137-166 (surtout pp. 139-143).

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

en classe de propriétaires fonciers ; il s'agissait donc de maintenir le rôle prépondérant de la terre, mais au travers d'une complète marchandisation de ses produits⁸.

On trouve naturellement d'excellents penseurs dans ces trois groupes, c'est-à-dire observateurs et intelligents, capables d'analyser avec finesse tel ou tel phénomène. Il n'en reste pas moins que, d'une manière générale, on découvre plutôt chez les mercantilistes une vue des choses telles qu'elles étaient, et chez les libéraux une image de ce qu'elles devaient être ; les physiocrates, et divers auteurs de la seconde moitié du XVIII^e siècle (tel Turgot, J.-Y. Grenier le montre parfaitement), cherchant à tenir en somme une position mitoyenne, pas toujours très cohérente⁹.

Dans cette perspective s'éclaire assez bien, me semble-t-il, la relation propre d'Adam Smith à la valeur intrinsèque. Comme J.-Y. Grenier le montre avec netteté, il est impossible de parler avec réalisme de valeur intrinsèque au milieu du XVIII^e siècle. Or Adam Smith en fait justement la théorie, et il est apparu aux yeux de la postérité comme celui qui l'avait découverte. Dès lors, grâce à l'analyse de J.-Y. Grenier, nous pouvons dire qu'Adam Smith ne *découvrait* pas la valeur intrinsèque, mais qu'il l'*affirmait*, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Il ne se référait pas à l'être mais au devoir-être. Et s'il procédait à cette affirmation péremptoire, c'est précisément parce qu'il avait besoin d'un équivalent général et universel, antérieur au marché et ne dépendant pas non plus des pouvoirs publics, qui permette de légitimer la liberté absolue du marché, à partir de l'hypothèse que celui-ci n'avait pas d'autre rôle que de permettre la manifestation des prix naturels, *i.e.* déduits de la valeur intrinsèque. David Ricardo, à bien des égards, ne fit rien d'autre que pousser le raisonnement à son terme, en faisant pour ainsi dire disparaître de son schéma le marché, c'est-à-dire en fait en considérant celui-ci comme purement transparent et strictement autorégulé.

Même à l'époque de Ricardo, il s'agissait encore d'une forme d'utopie, traduisant la volonté hégémonique de la bourgeoisie marchande. À partir de là, et en observant pour ainsi dire les choses dans l'autre sens, on s'aperçoit aisément que cette affirmation, par Smith et Ricardo, de la valeur-travail comme équivalent général, constitue une des meilleures preuves possibles qu'à la fin du XVIII^e siècle il n'existait toujours pas d'équivalent général et que le travail abstrait demeurait une vue de l'esprit.

8. Bien entendu, il s'agissait là de trois grandes tendances. Les auteurs concrets énonçaient des points de vue particuliers. Beaucoup étaient plus préoccupés de solutions empiriques que d'analyses abstraites (spécialement les administrateurs). Mais le champ était ce qu'il était, et tous les textes dont il est question étaient des prises de position dans ce champ.

9. J.-Y. Grenier aurait sans doute pu se donner la peine de fournir un minimum de références sur tous ces personnages. Il utilise volontiers des auteurs tels Auxiron, Boesnier de l'Orme, Goyon de la Plombanie, Hocquart de Coubron, Isnard, Saint-Péravy : si l'on n'est pas très familier de ces célébrités et que l'on souhaite quelques renseignements, où doit-on les chercher ?

Sur Marx

À propos de Marx, les choses se présentent différemment. Le livre entier de J.-Y. Grenier peut être dit « d'inspiration marxiste », au moins à deux titres : 1. par sa volonté de principe d'historiciser tous les concepts ; 2. par son refus méthodique de l'indistinction des « acteurs » et, tout au contraire, la place centrale accordée aux rapports sociaux *structurés* (et non pas seulement à la naïve juxtaposition de « groupes », selon la pratique ordinaire de l'« histoire sociale » courante). On ne peut pas davantage croire que le livre s'ouvre par hasard sur un chapitre consacré à l'examen des fondements de la valeur, exactement comme le Livre I du *Capital*. Mais le traitement précis de Marx en tant qu'auteur particulier n'est pas satisfaisant, c'est le moins que l'on puisse dire. D'une manière générale, on peut se demander si l'ouvrage n'aurait pas beaucoup gagné à éviter toute référence aux auteurs postérieurs à Ricardo, références qui embrouillent l'analyse bien plus qu'elles ne l'éclairent. L'économie politique, rebaptisée par pur abus de langage « science économique », n'a rien à voir avec une science. Elle repose tout entière sur une série de présupposés exclus de toute discussion, c'est-à-dire ce qu'on ne peut pas ne pas appeler des dogmes. L'économie politique a tout simplement pris dans le monde contemporain la place occupée par la théologie dans le système féodal.

L'analyse de « la valeur » par Marx est bien, comme Gilles Dostaler l'a souligné¹⁰, complexe, abstraite et somme toute très elliptique. Marx critique sévèrement Smith et Ricardo, mais il n'est pas parvenu à se dégager de leurs constructions au point qu'aurait requis la logique de sa propre pensée. Pendant quarante ans (1843-1883), Marx n'a jamais cessé de se débattre avec l'économie politique, ses conceptions ont très fortement évolué, et c'est un jeu d'enfant d'opposer un fragment à un autre. Il n'en reste pas moins que c'est le Livre I du *Capital* (le dernier rédigé !) qui propose en fait l'ultime mise au point de quelque ampleur conçue (et publiée) par Marx lui-même. Il suffit de lire ce texte pour s'apercevoir qu'il est absurde de ramener l'analyse de Marx à une grossière dialectique valeur d'usage/valeur d'échange. Dans la longue analyse du début du Livre I, il montre : 1. « que les valeurs des marchandises n'ont qu'une réalité purement sociale » ; 2. que la valeur d'échange revêt deux formes, corrélatives et opposées, la « forme relative » et la « forme équivalent ». L'équivalent ne peut être qu'une marchandise particulière. Le travail abstrait, quant à lui, n'a rien d'un équivalent, c'est la substance même de la valeur d'échange. Il est surtout essentiel de ne jamais perdre de vue que ce premier chapitre est tout entier construit pour aboutir au paragraphe IV, « le caractère fétiche de la marchandise », c'est-à-dire une mise en lumière des mécanismes qui transforment les rapports sociaux en propriétés des choses, point de vue incompatible avec quelque forme d'économie politique que ce soit.

10. Gilles DOSTALER, *Marx, la valeur et l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1978. *Id.*, *Valeur et prix, histoire d'un débat*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1978. Voir aussi Werner HOFMANN, *Wert- und Preislehre*, Berlin, Duncker & Humblot, 1971.

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

Cela précisé, on doit rappeler brièvement ici : 1. que Marx n'a jamais entrepris ni *a fortiori* réalisé quoi que ce fût qui ressemble, même de fort loin, à une analyse du mode de production féodal, expression que cependant il emploie ; 2. qu'il existe une grande quantité d'allusions, dispersées, à des réalités qualifiées de « féodales » ou « médiévales » (Ludolf Kuchenbuch est le seul médiévisse à avoir jamais entrepris un repérage et une analyse méthodique de ces allusions, mais ce travail n'a jusqu'ici trouvé aucun éditeur¹¹) ; 3. que la conclusion de Ludolf Kuchenbuch est que de l'ensemble de ces allusions on ne peut pas déduire une « théorie », du fait qu'elles sont toutes soumises à une double hétéronomie (*doppelte Unselbstständigkeit*) ; en d'autres termes, ces allusions sont toutes isolées, et qu'elles apparaissent soit pour illustrer une opposition (telle réalité capitaliste se présentait bien différemment au Moyen Âge, *id est*), soit pour mettre en lumière une genèse (telle réalité capitaliste est apparue, au sein du système féodal, sous telle forme, et a évolué de telle manière). La question de la logique d'ensemble de ce mode de production n'est évoquée à aucun moment. Dès lors, la notion de la dynamique de ce système n'est jamais envisagée, ce qui interdit strictement de fournir, à partir des textes de Marx, quoi que ce soit qui ressemblerait à une explication du passage du féodalisme au capitalisme : beaucoup de « marxistes » patentés ont pourtant cru le contraire...

On ne peut pas trouver chez Marx une théorie des marchés dans l'Europe précapitaliste, voilà un point hors de discussion. Cela aurait-il un sens de le lui reprocher ? Comme on l'a signalé, la démarche de J.-Y. Grenier se situe parfaitement sur certains des axes principaux définis par Marx, et c'est là l'important.

Il reste qu'on est en droit d'être mal satisfait de l'absence de tout temps historique dans cet ouvrage. Je suis bien d'avis que, à l'inverse de ce que croient beaucoup d'historiens, il faut respecter l'antériorité logique des structures sur les évolutions, tout simplement parce que c'est la voie obligée si l'on veut se donner une chance de ne pas entasser les anachronismes. Mais la seule façon de montrer que la reconstruction hypothétique que l'on propose est réaliste consiste précisément à mettre en lumière l'équivalence entre le fonctionnement de cette structure et sa transformation. Il est vrai, d'un autre côté, que la conclusion de l'analyse de J.-Y. Grenier est que les marchés constituaient en fait une sous-structure entièrement dépendante et dénuée d'autonomie, ce qui, soulignons-le au passage, implique que les ressorts de la dynamique de ce système soient à chercher tout à fait ailleurs.

L'analyse proposée porte principalement sur la France pendant la période 1730-1790. Période qui, s'agissant en particulier des échanges, a ceci de spécifique (par rapport aux périodes antérieures) que la monnaie y est demeurée remarquablement stable. Du coup bien sûr, l'analyse des phéno-

11. Ludolf KUCHENBUCH, Zur Entwicklung des Feudalismuskonzepts im Werk von Karl Marx, dact., 1982. Résumé dans « Marxens Werkentwicklung und die Mittelalterforschung », in A. LÜDTKE (éd.), *Was bleibt von marxistischen Perspektiven in der Geschichtsforschung ?*, Göttingen, Wallstein Verlag, 1997, pp. 33-66.

mènes monétaires est simplifiée ; ce qui peut être un avantage, mais qui incite à se demander quels ont pu être, dans une structure des marchés analogue, les effets des divers types de fluctuations monétaires. Il y aurait là une belle enquête à mener, sur la base des structures déjà mises au point. L'impact du commerce triangulaire est un autre phénomène du même genre, comme, sur un autre plan, le développement des manufactures.

Ces perspectives ouvertes, parmi bien d'autres, il faut surtout insister sur la portée du modèle proposé, portée qui dépasse manifestement ce que suggère l'auteur. Tout médiéviste verra immédiatement que les « séries » disponibles les plus anciennes (anglaises) suggèrent qu'une structure du même genre existait déjà au XIII^e siècle. Un essor très substantiel du commerce et de la circulation monétaire s'est produit en Europe au tournant des XII^e et XIII^e siècles : le modèle proposé par J.-Y. Grenier correspond pour une large part à une structure dont les traits principaux ont duré bien plus de cinq siècles¹². C'est par rapport à cette durée (réelle) qu'il faudra reprendre la question de l'évolution. Les réflexions des auteurs du XVIII^e siècle, encore entièrement situées dans ce cadre, correspondent en même temps au moment où le système bascule. C'est bien sûr ce qui en fait l'intérêt considérable.

Traitements numériques

Les impasses : le quantitativisme, l'aide à la décision

Les séries de prix et les séries démographiques ont été les deux grands champs d'exercice du quantitativisme des années cinquante et soixante. L'histoire des prix, qui prit un large essor dans l'entre-deux-guerres¹³, aboutit à quelques synthèses partielles et limitées dans les années soixante et soixante-dix, puis s'essouffla et s'effaça dans les années quatre-vingt, pour ne laisser qu'un souvenir assez vague. Les « quantitativistes » ne disposaient que d'un outillage rudimentaire¹⁴ : les méthodes numériques ne dépassaient pas les quatre opérations élémentaires et l'armature conceptuelle correspondait à peu près aux notions « économiques » de l'homme de la rue des années soixante. Au contraire, l'économétrie, qui ne s'est développée qu'après la Seconde Guerre mondiale, a rapidement utilisé une boîte à outils mathématique volumineuse, combinée à des moyens de calcul de plus en plus imposants¹⁵. Mais il est crucial de bien saisir que cette activité n'avait qu'une finalité très spécifique et très limitée : la prévision.

12. On trouvera par exemple une ample matière à réflexion dans le livre de Charles-Marie de LA RONCIÈRE, *Prix et salaires à Florence au XIV^e siècle (1280-1380)*, Rome, École française de Rome, 1982.

13. Olivier DUMOULIN, « Aux origines de l'histoire des prix », *Annales ESC*, 45-2, 1990, pp. 507-522.

14. Voir par exemple Jean MEUVRET, « Les données démographiques et statistiques en histoire moderne et contemporaine », in C. SAMARAN (éd.), *L'histoire et ses méthodes*, Paris, Encyclopédie de la Pléiade, 1961, pp. 893-936.

15. Un utile dossier sur économie et calculs, dans le numéro « Histoire de la pensée économique » de la revue *Histoire & Mesure*, 7-1/2, 1992.

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

Toutes les fonctions et tous les systèmes d'équations n'ont, dans ce cadre, pas d'autre objet que d'élaborer des projections qui puissent servir d'aide à la décision, soit pour les gouvernements, soit pour les entrepreneurs. Il ne s'agit en aucune manière d'expliquer, mais d'extrapoler en minimisant la probabilité d'erreur, ce qui est tout autre chose. L'outillage des prévisionnistes est relativement efficace dans certains domaines (ventes à six mois), beaucoup plus incertain dans d'autres (cours des actions à trois mois). Mais il rend des services, qui peuvent procurer de jolis bénéfices, et on ne lui demande rien d'autre. En fait, il n'est d'aucune utilité pour l'historien, pour qui la prévision n'a aucun sens, et qui travaille sur des durées sans commune mesure avec celles des prévisionnistes.

J.-Y. Grenier, jugeant à bon droit qu'il fallait tenter d'échapper à l'indigence du quantitativisme traditionnel, a pourtant tenté l'expérience ; celle-ci se révèle clairement concluante : c'est du temps perdu. L'auteur n'a pas fait preuve ici d'une excessive lucidité et il se contredit manifestement d'un passage à l'autre. Car, d'un côté, il fait référence à des analyses spectrales qui auraient permis de reconnaître des cycles ; à d'autres moments, au contraire, il va répétant que les phénomènes qu'il observe ne respectent aucune périodicité. Les données historiques connaissent pour la plupart un cycle net, le cycle annuel. Pour le reste, il est inutile de se fatiguer, on ne trouvera rien de significatif. On sait depuis longtemps qu'une suite de nombres quelconques peut être représentée sous forme de diverses équations, périodiques ou non. Si l'on accepte une certaine marge d'incertitude, on obtient de la sorte une vue plus ou moins simplifiée ; l'exemple le plus classique, celui des approximations polynomiales, est aussi le plus burlesque : les coefficients ainsi calculés sont de purs artefacts, sans le moindre intérêt. La décomposition proposée par Box et Jenkins fournit une approximation qui présente cet avantage notable de simuler assez correctement l'allure de la courbe, aussi bien en gros qu'en détail, ce qui permet des extrapolations assez raisonnables. Mais il est insensé de s'imaginer que les coefficients ainsi calculés aient une quelconque signification réelle¹⁶. On peut s'amuser à rechercher toutes les périodicités qu'on voudra, on n'en trouvera pas. Si l'on en trouvait une, ce serait vraiment une grande découverte, apte à bouleverser toute la science sociale¹⁷.

16. La méthode de Box et Jenkins repose largement sur le savoir-faire du prévisionniste. Il faut choisir divers coefficients, et il n'y a pas de test d'optimalité. En pratique, on effectue toute une série d'extrapolations en faisant varier ces coefficients, et l'on s'arrête lorsqu'on s'aperçoit que l'on obtient des extrapolations à peu près identiques dans un assez large intervalle de variation de ces coefficients. Ceux-ci n'ont aucun sens en dehors de la procédure de calcul.

17. Entendons-nous bien ! On ne peut vraiment parler de cycles que s'ils couvrent une période constante. Sinon, on parlera de pseudo-cycles. Ce qui est tout autre chose, cela revient seulement à considérer qu'il y a « des hauts et des bas », la question demeurant ouverte de savoir si ces montées et descentes correspondent, ou non, à la répétition de processus analogues. Notons d'ailleurs que, du point de vue du sens, ce dernier aspect est beaucoup plus important que la permanence de la longueur des périodes. Pourtant, depuis le XIX^e siècle, c'est cette question de la régularité des périodes qui a retenu l'essentiel de l'attention (cf. Krzysztof POMIAN, « The Secular Evolution of the Concept of Cycles », *Review*, II, 4, 1979, pp. 563-646).

Il reste que le quantitativisme est mort¹⁸, alors même qu'on dispose d'outils de calcul à la fois accessibles et puissants. Toute la difficulté, pour l'historien, est de mettre au point les questions et les algorithmes appropriés à son objet. Personne ne le fera à sa place, et l'on est extrêmement loin du compte¹⁹. Suggérons ici, au passage, quelques pistes de réflexion.

Quelles directions pour de futurs travaux ?

Pierre Chaunu n'avait pas tort de parler de « pesées globales²⁰ ». Il est absurde de foncer sur les détails si l'on n'a pas une idée claire des ordres de grandeur. Il s'agit là d'une idée simple, incontournable, qui cependant n'a pas encore reçu droit de cité chez les historiens qui s'évertuent à l'ignorer et à la contourner avec une obstination merveilleuse. Une structure n'est pas un amoncellement, et la mise au jour des articulations décisives d'un ensemble est incommensurablement plus significative que n'importe quel raffinement de détail. La détermination du poids relatif des grandes parties d'un tout est une opération cruciale, sans laquelle toute possibilité de réalisme se volatilise. Les historiens ont au contraire une prédilection pathologique pour les ciselures, les « petits faits vrais ».

Dans le cadre de l'enquête de J.-Y. Grenier, la question dont tout dépend se définit sans peine : quelle était la part des « marchés » dans la circulation des biens ? Plus concrètement, dans une zone donnée, par rapport à l'ensemble de la production céréalière, quelles étaient les masses : 1. des céréales auto-consommées (directement et indirectement, par prélèvement) ; 2. des céréales passant par une forme de troc (produit contre produit, ou produit contre travail/service) ; 3. des céréales faisant l'objet d'une transaction monétaire, après évaluation (fixation d'un prix) ? Bien entendu, ces trois catégories n'étaient pas tranchées au cordeau, et ces distinctions

Plusieurs travaux allemands apportent d'intéressants développements : Dietrich EBELING et Franz IRSIGLER, *Getreideumsatz, Getreide- und Brotpreise in Köln, 1368-1797*, Cologne-Vienne, Böhlau Verlag, 1976 ; Rainer METZ, *Geld, Währung und Preisentwicklung. Der Niederrheinraum im europäischen Vergleich : 1350-1800*, Francfort-sur-le-Main, Knapp, 1990 ; Walter BAUERNFEIND, *Materielle Grundstrukturen im Spätmittelalter und der Frühen Neuzeit. Preisentwicklung und Agrarkonjunktur am Nürnberger Getreidemarkt von 1339 bis 1670*, Nuernberger Stadtarchiv, 1993.

18. Intellectuellement, s'entend. Il n'est que triste de constater que nombre d'historiens contemporanéistes ne s'en sont pas encore avisés, et continuent à singer les « méthodes » de l'économétrie...

19. Insistons : la plupart des logiciels statistiques standards, dans la subdivision « séries chronologiques », ne fournissent que des outils inadaptés et insuffisants pour l'analyse des données historiques. On y trouve tout ce dont on n'a pas besoin : approximations polynomiales, analyses spectrales, Box-Jenkins. En revanche, la prise en compte du problème des données manquantes est en général indigente, et les moyens d'utiliser l'outil fondamental que constituent les fenêtres mobiles, réduits à presque rien. Les distributions de Pareto sont le plus souvent inconnues ou maltraitées, et les méthodes d'analyse des pseudo-cycles, ignorées. Mais il faut bien reconnaître que cette situation résulte essentiellement du désintérêt massif des historiens pour toute analyse statistique. Il y a là un champ de recherche potentiel immense.

20. Pierre CHAUNU, « L'histoire sérielle. Bilan et perspectives », *Revue historique*, 494, 1970, pp. 297-320.

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

suscitent des questions ; par exemple, en cas d'échange entre céréaliculteurs et viticulteurs, quelles étaient les modalités de fixation des barèmes d'échange ? Les « cours » d'un marché local ou régional étaient-ils pris en compte ou, inversement, les échanges de ce type jouaient-ils un rôle sur la détermination des cours sur ces marchés ? Dans le cadre, si important, des « avances », qu'on définit souvent, un peu rapidement, comme « crédit rural »²¹, quelles étaient les unités d'évaluation réelles ?

En poursuivant ce genre de réflexion, on s'aperçoit sans tarder que l'on se heurte à la difficulté essentielle, celle des seuils. Car l'objectif de la recherche est moins de découvrir des chiffres que de préciser le sens d'une relation : est-ce le troc qui domine l'échange monétaire, ou l'inverse ? Il s'agit typiquement d'une question de seuil, dans la mesure où l'on peut tenir pour la plus plausible l'hypothèse qui fait de la domination concrète d'une des deux formes la forme déterminante ; donc, pour finir, si l'on part d'une relation dans un sens, à partir de quel point la modification du poids relatif des deux grandeurs entraîne-t-elle une inversion du sens de la relation²² ?

Deux difficultés se présentent ici, l'une immédiatement visible, l'autre non. La question concrète est celle des sources. Où trouver les documents dont on pourra extraire des indices propres à fournir ces pesées globales et à déterminer les seuils fatidiques ? Pour répondre, il faut une connaissance approfondie des sources et une grande imagination. Mais l'écueil le plus redoutable, parce qu'invisible, est celui de la manière de raisonner sur ces indices : les chiffres ne parlent pas d'eux-mêmes, et la naïveté ordinaire en ce domaine génère des monceaux de contresens. Ce n'est pas parce qu'un groupe est numériquement plus important qu'un autre qu'il est dominant. Tout le monde sait que, dans la plupart des sociétés de classes, la classe dominante compte moins de 1 % des effectifs. Dans les systèmes de production, il n'y a pas de règle générale, et il faut examiner les situations sans *a priori* : une forme d'organisation ou d'activité numériquement faible peut jouer un rôle décisif. C'est le cas classique des « grandes entreprises » qui peuvent, à un moment donné, ne représenter qu'un pourcentage modeste de la production d'un secteur, tout en constituant pourtant la structure dominante. Mais toute activité marginale n'est pas dominante ! Une maîtrise appropriée de cette question des seuils est un objectif difficile. Sont néces-

21. Voir *Endettement paysan et crédit rural dans l'Europe médiévale et moderne (Actes des XVII^e Journées internationales d'histoire de l'abbaye de Flaran, septembre 1995)*, Toulouse, Université Toulouse-le-Mirail, 1998. Ce qu'on appelle crédit dans ce cadre n'a rien à voir avec ce que nous appelons *crédit*. Il ne s'agissait nullement de moduler et d'accroître la consommation par une création de monnaie supplémentaire, mais d'intégrer dans des réseaux de dépendance, en liant par l'intermédiaire d'une structure temporelle. Cette activité, à laquelle les institutions ecclésiastiques participaient couramment et substantiellement, doit au surplus être distinguée de l'usure, qui constituait un réel commerce d'argent.

22. On saisit sans peine qu'il s'agit d'une question à double fond, pour le moins. Car on cherche à établir des seuils concrets, dans une situation déterminée ; mais la difficulté n'est pas moins celle de la limite de validité des concepts employés.

saires à la fois une forte connaissance empirique des sources, beaucoup d'intuition pour les faire parler, et une solide expérience des raisonnements structuraux et statistiques pour éviter de tomber dans les innombrables pièges tendus à tous les lecteurs pressés.

L'un des caractères qui font du livre de J.-Y. Grenier un ouvrage peu commun est précisément de proposer un ensemble très riche de modèles et d'hypothèses sur les possibles interprétations des *relations* entre une multitude de « séries » numériques ; en mettant en valeur, notamment, deux aspects très importants : 1. les décalages temporels variés entre séries ; 2. les différences considérables du type des relations selon les caractères globaux de la séquence particulière considérée, ces caractères dépendant notamment du sens de la pente de diverses variables, et plus encore de la position de la séquence par rapport à la précédente et à la suivante. Cet effort de renouvellement et de clarification mérite les éloges les plus appuyés, et la plus large diffusion possible, car il y a là un programme de travail pour de très nombreuses recherches.

Dans cette perspective, il convient de revenir plus concrètement sur un aspect particulier de la question générale des seuils évoquée plus haut. Ce terme revient à de multiples reprises sous la plume de J.-Y. Grenier, mais sans donner lieu à un examen méthodique. La description de l'enchaînement des séquences de même sens, qui renvoie à la notion clé de déséquilibre structurel, est remarquable. Mais l'analyse des points de retournement l'est bien moins. À un certain degré, l'évolution entraîne un « épuisement » ou un « excès » qui provoque le retournement de la tendance. Intuitivement, on saisit à peu près de quoi il peut s'agir. Mais c'est justement là qu'une analyse statistique minutieuse pourrait probablement apporter d'indispensables lumières. S'il est vrai, comme le souligne efficacement J.-Y. Grenier, que les marchés ne comportaient pas de mécanisme gravitationnel assurant un retour tendanciel à une position d'équilibre, et qu'il n'y avait donc pas d'autorégulation, les déterminations principales s'effectuaient en quelque sorte par butées sur des valeurs extrêmes, et il devient alors crucial de parvenir à définir la nature de ces butées.

Les variations climatiques interannuelles : une contrainte majeure mal étudiée

Parmi toutes les variables qui entrent en jeu, les grandeurs météorologiques sont de celles dont l'effet global est sans doute le plus fort, mais le plus difficile à mettre exactement en lumière. On sent J.-Y. Grenier très hostile à l'idée courante (quoique le plus souvent implicite) que les prix auraient été (à court terme au moins) une fonction linéaire d'une sorte d'« effet climatique » global. Du coup, il tend à nier impavement tout effet des variations climatiques interannuelles sur les récoltes, ce qui ne constitue pas la bonne solution. À ma connaissance, les variables climatiques s'inscrivent dans des courbes qui ne sont ni plus ni moins périodiques que celles des prix²³ : il n'existe aucune périodicité fixe repérable. Sans que l'on

23. C'est en particulier à cette occasion que se font le plus sentir les conséquences regrettables de l'illusion d'avoir « trouvé » des périodicités dans les séries de prix.

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

sache bien l'expliquer, ces variables manifestent elles aussi une sensible auto-corrélation sur un laps de temps court, mais rien de plus. Malencontreusement, 1. les séries anciennes de données météorologiques sont rares et peu précises (des travaux du type de la reconstruction méthodique entreprise par Christian Pfister ouvrent cependant de très intéressantes perspectives²⁴) ; 2. le pire est la situation de l'agro-météorologie (c'est un domaine très peu actif, dont les résultats sont rares et difficiles d'accès). Même s'agissant du climat actuel, des variétés végétales actuelles et des méthodes de culture actuelles, la définition exacte des effets des variables climatiques sur les diverses récoltes demeure un *desideratum*. Naturellement, s'agissant de l'Ancien Régime, il y aurait lieu, pour le moins, de tenir compte de la présence d'autres variétés et d'autres méthodes de culture. Dans ce secteur tout à fait déterminant, on est très loin du compte. Agronomes, météorologues, historiens, personne ne semble se soucier de cette question, et l'essentiel reste à faire, alors même qu'un tel programme présente une certaine urgence, si l'on souhaite vraiment parler d'agriculture ancienne en sachant de quoi l'on parle. Entre les pires et les meilleures années, le rendement du froment, dans certaines régions au moins, semble bien avoir varié dans un rapport de un à quatre. Si le paysan considérait par expérience l'« année moyenne » comme correspondant à un niveau cent, il pouvait obtenir cent cinquante, mais aussi trente. Il s'agissait là, très probablement, de la contrainte majeure pesant sur l'agriculture ancienne en Europe. Une gamme de solutions diverses étaient possibles (choix des espèces, extensivité plus ou moins marquée, diversification, efforts de stockage et de transport, etc.). Ces choix avaient naturellement un sens social, en fonction duquel ils étaient effectués. Les méthodes de culture et les structures sociales étaient fortement interdépendantes, et cette interaction était dominée par la contrainte des fluctuations interannuelles²⁵.

Signalons au passage deux directions de recherche qui permettraient peut-être d'aider à cerner ces relations entre variations interannuelles du climat et fluctuations des récoltes. La première est celle de l'analyse géogra-

24. Christian PFISTER, *Klimageschichte der Schweiz 1525-1860. Das Klima der Schweiz von 1525-1860 und seine Bedeutung in der Geschichte von Bevölkerung und Landwirtschaft*, Bern, Haupt, 1984 ; *Id.*, « Une rétrospective météorologique de l'Europe. Un système de reconstitution de l'évolution du temps et du climat en Europe depuis le Moyen Âge central », *Histoire & Mesure*, 3-3, 1988, pp. 313-358.

25. Soulignons par exemple que des céréales comme le seigle, l'épeautre, le froment, le sarrasin et les divers méteils avaient des réactions sensiblement différentes aux fluctuations interannuelles, mais bien sûr avec des rendements et des qualités de farine également fort différents. C'est une des clés de l'agriculture ancienne. Des informations dans Jean MEUVRET, *Le problème des subsistances à l'époque de Louis XIV*, I, Paris, 1977 ; Georges COMET, *Le paysan et son outil. Essai d'histoire technique des céréales (France, VIII^e-XV^e siècles)*, Rome, École française de Rome, 1992. J'ai moi-même proposé quelques hypothèses, « L'étude de l'économie médiévale. Genèse et problèmes actuels », in J. LE GOFF et G. LOBRICHON (éds), *Le Moyen Âge aujourd'hui. Trois regards contemporains sur le Moyen Âge*, Paris, Le Léopard d'or, 1998, pp. 31-82, en particulier pp. 44-50.

phique²⁶. J.-Y. Grenier, comparant des séries relevées aux quatre coins de l'hexagone, note que certaines varient de manière synchrone et d'autres non (en particulier, céréales vs viande). Si l'on pense que le marché des céréales de Toulouse n'était pas directement lié à celui de Strasbourg et que l'on constate un synchronisme, on peut sans doute placer celui-ci sur le compte du climat. Il faudrait mettre au point des algorithmes appropriés pour mesurer la part de ces synchronismes, le cas échéant les cartographier (sachant qu'ainsi l'on risque de sous-estimer l'effet du climat, puisque les variables seront nécessairement quelque peu différentes dans les deux zones citées, par exemple).

Une autre piste est celle de séries végétales différentes. Mentionnons-en deux. Les séries de dates de vendanges remontent de façon plus ou moins continue jusqu'aux années 1360. Ces dates constituent une résultante annuelle d'un ensemble de variables climatiques (principalement des températures) sans doute assez différentes de celles qui agissent sur le volume des récoltes de céréales. Mais ces séries peuvent apporter des informations utiles sur les caractères des fluctuations climatiques (auto-corrélation, cyclicité) et rien, d'ailleurs, n'interdit d'examiner les relations statistiques avec les volumes céréaliers²⁷. Un autre ensemble de séries, sans doute plus intéressantes, plus longues et plus homogènes, est celui qui résulte des efforts des dendrochronologues, c'est-à-dire les séries des largeurs annuelles des cernes des arbres, région par région, espèce par espèce²⁸. Là encore, on dispose d'une valeur annuelle unique, qui résulte d'une combinaison de variables climatiques. On doit se donner pour objectif de rapprocher des séries que personne ne songe à rapprocher, et affiner (considérablement) les méthodes de calcul et d'analyse.

Un dernier point. La plupart des séries mentionnées et utilisées par J.-Y. Grenier ont une longueur comprise entre trente et cent cinquante ans. Ainsi ne se pose pas de manière trop aiguë la question de leur homogénéité. Il faut cependant rappeler qu'il y a là une difficulté majeure, qui a été occultée par la notion-fétiche de « série ». J.-Y. Grenier propose diverses observations judicieuses, mais elles sont éparses et gagneraient à être systématisées. Remarques liées aux fondements même des analyses statistiques ; elles sont de deux ordres.

Le premier groupe dérive du principe de base selon lequel on ne peut comparer que ce qui est comparable. Pris à la lettre, ce principe est extrêmement contraignant et restrictif, car il équivaut à peu près au fameux « toutes choses étant égales par ailleurs » des physiciens. Avec des données historiques, on ne peut faire que « comme si ». Du coup, on passe sans s'en

26. On trouve quelques indications dans Fernand BRAUDEL et Franck SPOONER, « Les prix en Europe de 1450 à 1750 », texte français complet dans F. BRAUDEL, *Écrits sur l'histoire*, II, Paris, Flammarion, 1990, pp. 31-165, notamment pp. 61-65 ; mais il s'agit seulement d'un commentaire de cartes à haute altitude.

27. Alain GUERREAU, « Climat et vendanges (XIV^e-XIX^e siècles) : révisions et compléments », *Histoire & Mesure*, 10, 1995, pp. 89-147.

28. Exemple et discussions dans Georges LAMBERT et Brigitte MAURICE (éds), *Les veines du temps. Lectures du bois en Bourgogne*, Autun, Musée Rollin, 1992.

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

apercevoir de l'acceptable au biaisé, puis du biaisé au bouffon (en croyant rester absolument sérieux). J.-Y. Grenier rappelle à bon escient qu'on ne peut pas globaliser des données hétérogènes ; que, d'un cycle à l'autre, les structures sont, au minimum, légèrement modifiées²⁹. Il faudrait donc introduire un examen approfondi du degré d'hétérogénéité des données comme un principe de base de toute méthode d'analyse statistique des données historiques.

Le second groupe porte sur la formulation mathématique du hasard que l'on emploie tout au long des analyses. On ne peut plus se contenter du modèle gaussien. Le hasard « sauvage », traduit par les lois de Pareto, est beaucoup plus fréquent et en définitive bien plus « normal ». Les données dites « aberrantes » au regard d'une loi de Laplace-Gauss sont précisément la preuve qu'on a affaire à des lois parietiennes. Si les données en question sont bien réelles, il est insensé de les déclarer aberrantes, il faut au contraire faire en sorte de mettre au jour le modèle qui permet de découvrir leur sens. Les travaux entrepris par Benoît Mandelbrot et certains de ses élèves, comme Daniel Zajdenweber, depuis plus d'une quarantaine d'années, n'ont été pris en compte qu'exceptionnellement par l'économétrie, qui préfère conserver ses systèmes d'équations rassurants³⁰. Les historiens doivent se défier de cette inertie. C'est une raison de plus pour laisser l'économétrie de côté et faire l'effort de construire des algorithmes réellement adaptés aux structures historiques.

Quelques perspectives à généraliser

Pour construire son modèle, J.-Y. Grenier a réexaminé avec acribie toute une série de grands domaines et, sur plusieurs d'entre eux, il modifie sensiblement les opinions reçues. C'est un des aspects les plus suggestifs de son travail. Mais, sur plusieurs de ces points, il apparaît que l'analyse porte seulement sur un cas particulier et qu'il faut envisager de généraliser l'hypothèse.

Une perspective particulièrement intéressante est celle de la « forme parabole » et du chevauchement des paraboles comme mécanisme de base du renouvellement des productions manufacturières. Appliquée aux seules manufactures textiles, cette hypothèse a une portée beaucoup plus générale et concerne la majorité des productions principalement destinées à la commercialisation, non seulement artisanales mais aussi agricoles.

29. Pierre DOCKÈS et Bernard ROSIER, *Rythmes économiques. Crises et changement social, une perspective historique*, Paris, La Découverte, 1983.

30. Benoît MANDELBROT, *Les objets fractals, forme, hasard et dimension*, Paris, Flammarion, 1975 ; Daniel ZAJDENWEBER, *Hasard et prévision*, Paris, Economica, 1976 (importante bibliographie). Cet ouvrage essentiel avait été bien signalé par Jean-Claude PERROT, « Le présent et la durée dans l'œuvre de Fernand Braudel », *Annales ESC*, 36-1, 1981, pp. 3-15. Voir aussi D. ZAJDENWEBER, « Chronique d'un randonneur solitaire, le Dow Jones », *Histoire & Mesure*, 6, 1991, pp. 121-136 ; Marc BARBUT, « Une famille de distributions : des parietiennes aux anti-parietiennes. Applications à l'étude de la concentration urbaine et de son évolution », *Mathématique informatique et sciences humaines*, 141, 1998, pp. 43-72.

Vignes

On est extrêmement frappé du parallèle très poussé que l'on peut faire entre l'évolution de la manufacture textile, telle que la décrit J.-Y. Grenier, et l'histoire des vignobles : hiérarchie ; rôle décisif des consommateurs et des modes ; naissance, apogée puis déclin irréversible de chaque centre. La belle synthèse de Marcel Lachiver offre une vue commode et bien documentée qui facilite grandement la comparaison et la réflexion³¹. Ce qui vaut pour la vigne vaut aussi assez largement pour ces cultures que l'on qualifie d'« industrielles », les plantes tinctoriales étant les plus connues. La parabole du pastel toulousain figure dans tous les manuels !

Le modèle de la parabole est directement applicable à la plupart des productions artisanales commercialisées : céramique décorée, métallurgie spécialisée, mobilier de luxe, par exemple. Tandis que la qualité commune est produite un peu partout, en petites quantités et à destination d'un marché local/micro-régional, une production plus importante, dirigée vers des marchés de plus en plus distants, implique une série de contraintes, dont celle de l'identification n'est pas la moindre. De telles structures sont repérables, par exemple pour la céramique, dès les ^e^e-^e^e siècles. Les grandes séries d'objets répertoriées par l'archéologie peuvent constituer dans cette perspective une source de premier ordre, comme d'ailleurs, en retour, l'analyse de ces séries à l'aide d'une grille d'interprétation de ce type est la seule voie possible pour rendre à ces entités leur signification historique. C'est bien le cas des céramiques³², de certains objets du culte comme les pièces émaillées, mais de très belles analyses pourraient aussi résulter d'une prise en compte méthodique et intelligente des données, très abondantes, sur le papier³³.

Monnaies

À propos des monnaies, J.-Y. Grenier avance un ensemble d'idées décisives : les monnaies étaient des marchandises ayant une valeur d'usage, et cette valeur, qui avait un coût, était fondamentalement instable³⁴. La

31. Marcel LACHIVER, *Vins, vignes et vigneronns. Histoire du vignoble français*, Paris, Fayard, [1982] 1988.

32. Michael R. MCCARTHY et Catherine M. BROOKS, *Medieval Pottery in Britain AD 900-1600*, Leicester, Leicester University Press, 1988 ; Werner ENDRES (éd.), *Zur Regionalität der Keramik des Mittelalters und der Neuzeit*, Bonn, 1995. Voir le cas de la « céramique à fond marqué » en Dauphiné aux ^e^e-^e^e siècles : Jean-François REYNAUD *et alii*, «Étude d'une céramique régionale », *Archéologie médiévale*, 5, 1975, pp. 243-285.

33. Ezio ORNATO, *La face cachée du livre médiéval. L'histoire du livre*, Rome, Viella, 1997.

34. L'idée, au premier abord surprenante, est en réalité fort simple : une certaine quantité de monnaie peut servir d'encaisse, de moyen de paiement, de réserve (pour le moins) ; il s'agit de fonctions qui ont une certaine « utilité » pour celui qui les emploie, il y a donc bien valeur d'usage. Mais, selon les conjonctures, en particulier selon les phases du « circuit », l'urgence de ces fonctions varie du tout au tout ; au surplus, la coexistence de monnaies aux caractères très distincts (différences extrêmement fortes qui interdisent de parler de « la monnaie », même si certains auteurs médiévaux ont pu employer l'expression) rend très problématique le passage rapide d'une fonction à une autre. Du coup, l'« utilité » de chaque monnaie est susceptible de varier très fortement, et dans des délais brefs.

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

notion de « masse monétaire » est une fiction nocive, la seule grandeur ayant quelque signification étant celle du taux de variation de la quantité circulante et disponible, ce qui n'est pas du tout la même chose ; le « papier » ne jouait pas un rôle compensateur, mais amplificateur ; les offres et les demandes de monnaies étaient hétérogènes et non globalisables ; comme toutes les marchandises, les monnaies étaient prises dans le « circuit », où elles tenaient un rôle crucial, mais qui dépendait avant tout de la séquence considérée. Cet ensemble de caractérisations est particulièrement bienvenu, en particulier par sa contribution à l'éradication de cette diabolique « théorie quantitative », mais aussi parce qu'il permet de mieux saisir le rôle décisif des monnaies dans le système féodal, décisif en ceci qu'il constituait un élément central de la variable structurante formée par le temps³⁵.

Il faut souligner que le système féodal, d'un bout à l'autre de son existence, du v^e au xvii^e siècle, a toujours comporté des marchés et des monnaies, à titre d'éléments structurels. Pourtant l'historiographie, depuis le xix^e siècle au moins, est presque toujours partie du présupposé inverse : « la monnaie » aurait été contradictoire des relations féodales, et la « monétarisation » aurait été la principale cause de l'effondrement de ce système ; ce qui implique, notons-le au passage, que l'on reconnaisse un rôle majeur à la « quantité de monnaie » en circulation. Ce sont là des erreurs de perspective dramatiques, qui barrent la route à toute analyse rationnelle des mécanismes sociaux de l'Europe médiévale. Il faut commencer par bien comprendre que « la monnaie », entéléchie hors du temps et de l'espace, est un pur fantasme dénué de la moindre forme d'existence réelle. Les monnaies dans le système féodal étaient constituées par un ensemble fortement structuré de relations très spécifiques, que précisément l'historien doit décrire et expliquer. Les xiii^e-xvii^e siècles furent caractérisés, entre autres, par le plurimétallisme et la distinction entre monnaies réelles et monnaies de compte : il est remarquable que ces points n'aient jamais été jusqu'ici réellement expliqués. Les grandes mutations (fin xiii^e-début xv^e siècle) demeurent entièrement obscures³⁶. Les outils proposés par J.-Y. Grenier doivent permettre d'ouvrir enfin ce chantier.

35. Il est hallucinant de constater le monétarisme primitif qui s'étale dans ce qui est aujourd'hui à peu près la seule synthèse sur les monnaies médiévales : Peter SPUFFORD, *Money and its Use in Medieval Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988. On trouvera un point de vue beaucoup plus rationnel dans les chapitres consacrés par Marc Bompaire aux questions monétaires dans l'ouvrage classique : Philippe CONTAMINE *et alii*, *L'économie médiévale*, Paris, Armand Colin, 1993. Dossier varié dans *L'argent au Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.

36. Alain GUERREAU, « Réflexions sur les mutations monétaires en France, à la fin du Moyen Âge », in T. HACKENS, G. DEPEYROT et G. MOUCHARTE (éds), *Rythmes de la production monétaire, de l'Antiquité à nos jours*, Louvain-la-Neuve, Séminaire de numismatique Marcel Hoc, 1987, pp. 521-535. On notera par exemple que les variations monétaires de la fin du Moyen Âge entraînaient des variations fortes et brusques des prix et des salaires, non proportionnelles ; par exemple, en cas d'affaiblissement des monnaies, les salaires journaliers des compagnons augmentaient (en valeur nominale) à peine plus que ceux des manœuvres, et inversement. Pourquoi ?

J.-Y. Grenier ne fait sur ce point nulle allusion au rôle et à la doctrine de l'Église. S'agissant de la période sur laquelle il concentre son attention, c'est un déplorable oubli de ne pas considérer attentivement l'encyclique de Benoît XIV *Vix pervenit*, de 1745, dans laquelle le souverain pontife réitérait expressément la condamnation ecclésiastique de l'usure³⁷. L'Église n'a jamais été hostile à l'usage des monnaies (peut-être même au contraire³⁸), et elle avait une conception assez complexe, mais précise et cohérente, de ce que devait être la circulation des biens : c'est une question centrale par rapport au sujet considéré, nous y reviendrons *in fine*.

Travail (absence de)

Avec la question du travail, la difficulté atteint son plus haut degré. Si « le travail » est un concept d'anthropologie générale, utilisable également en tous temps et en tous lieux, alors il n'a pas d'histoire, et l'on peut même se demander si l'histoire a encore un sens. En revanche, si l'on part de l'observation empirique que cette notion est apparue au xvii^e siècle³⁹, on ne peut pas en conclure qu'il s'agit d'un nœud de relations, des hommes entre eux et avec la nature, propre à l'Europe contemporaine ; l'histoire du travail commence au xvii^e siècle. L'idée de Marx, selon laquelle l'évolution historique a permis de saisir et de comprendre ce qu'est le travail, phénomène universel, est extrêmement périlleuse.

L'historien de l'Europe préindustrielle doit partir d'une constatation irréfutable : la notion de travail n'existait pas au Moyen Âge, point que Jacques Le Goff fut l'un des premiers à prendre au sérieux⁴⁰. À notre sens, la difficulté peut trouver une solution, moyennant deux hypothèses (de travail) : 1. l'objet observable est un *champ sémantique* exprimant, de manière construite, la façon dont chaque société se représente les activités humaines ; ce champ organise les représentations de la division et de la répartition des activités, la valorisation/dévalorisation de chacune d'elles, ainsi que diverses notions liées à la difficulté des tâches, aux compétences requises, au sens et à la rétribution des résultats, aux critères de jugement de ces résultats, etc. ; 2. dans toute société, ce champ sémantique est directement lié aux

37. Benoît XIV était tout sauf un esprit borné et rétrograde ; l'abbé Ferdinando Galiani, célèbre pour son *Della moneta* (1751) et son *Dialogue sur le commerce du blé* (1770), est aussi l'auteur d'un *Éloge du pape Benoît XIV* (1758).

38. Cf. *Endettement paysan et crédit rural...*, *op. cit.*

39. L'un des tout premiers auteurs chez qui le vocable « travail » est employé couramment avec un sens voisin de son sens contemporain de travail « en général » est sans doute Montchretien (*Traité de l'économie politique*, François BILLACOIS (éd.), Genève, Droz, [1616] 1999). Je remercie Pierre Jeannin pour cette observation.

40. Trois articles repris dans *Pour un autre Moyen Âge*, Paris, Gallimard, 1977 (pp. 46-65, 91-107 et 162-180), ainsi, notamment, que « Travail, techniques et artisans dans les systèmes de valeur du haut Moyen Âge », *Settimane di Spoleto*, 18, 1970, pp. 239-266 ; « Les métiers et l'organisation du travail dans la France médiévale », in M. FRANÇOIS (éd.), *La France et les Français*, Paris, Gallimard, 1972, pp. 296-347 ; « Le travail dans les systèmes de valeur de l'Occident médiéval », in J. HAMESSE et C. MURAILLE-SAMARAN (éds), *Le travail au Moyen Âge. Une approche interdisciplinaire*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, 1990, pp. 7-21.

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

structures fondamentales de l'organisation sociale concrète, quoique par une relation tout autre que spéculaire : cette relation même dépend des principes généraux d'organisation de la société considérée.

L'apparition et l'affermissement de la notion de travail, entre le XVII^e et le début du XIX^e siècle, correspondit à un remaniement profond de ce champ sémantique, corrélatif d'un grand bouleversement de l'ordre social⁴¹. Mais que faire avec la période antérieure ? S'agissant de l'analyse de ce champ sémantique, on est extrêmement loin du compte : presque tout reste à faire. Qu'on songe seulement, à titre de sujet de réflexion, au fait qu'un « néothomiste de gauche » illustre, le père Marie-Dominique Chenu, s'est employé à faire de Thomas d'Aquin le fondateur d'une véritable théologie du travail⁴², qui ne tient pas en trois feuillets, alors même que cette notion est strictement absente de toute son œuvre. Et cependant, une si misérable acrobatie n'a nullement disqualifié ledit père Chenu, qui passe encore couramment pour un médiéviste sérieux et important...

Pour le latin médiéval, on a au moins (comme substantifs) *opus*, *opera*, *labor*, *ars*, *industria*, sans compter *negotium*, *servitium*, *corvada*. Il n'existe aucun terme équivalent à travail, au sens d'emploi, activité, par opposition à loisir ou chômage. Les comptabilités, dont on a des traces à partir du XII^e siècle et qui s'épanouissent au XIV^e siècle, mentionnent bien entendu des *journées* de faucheur ou de manœuvre du bâtiment ; mais, précisément, là où nous attendons spontanément un déterminant : journée *de travail*, celui-ci ne se présente jamais. Et les enquêtes de J. Le Goff sur le sens et la valeur des divers « métiers » montrent parfaitement qu'une telle globalisation était entièrement inconcevable.

Dans cette perspective, les observations de J.-Y. Grenier, qui portent essentiellement sur le XVIII^e siècle, prennent un relief saisissant. Caractère très personnalisé de la relation salariale, avances et rémunérations en nature, refus de toute maximisation des revenus et, au contraire, minimisation du temps d'activité⁴³. À la fin du XVII^e siècle, Vauban estimait que journaliers

41. On a particulièrement utilisé un ensemble exceptionnel, qui se présente sous la forme d'un cours imprimé de la Fernuniversität de Hagen, sous la direction de Ludolf KUCHENBUCH *et alii*, *Arbeit im vorindustriellen Europa*, 6 vols, Hagen, 1989-1990. Des réflexions globales tirées de cet énorme ouvrage dans Ludolf KUCHENBUCH et Thomas SOKOLL, « Vom Brauch-Werk zum Tausch-Wert: Überlegungen zur Arbeit im vorindustriellen Europa », *Leviathan, Zeitschrift für Sozialwissenschaft*, 11, 1990, pp. 26-50.

42. Marie-Dominique CHENU, *Pour une théologie du travail*, Paris, Le Seuil, 1955. D'ailleurs, plus récemment, le père Philippe DELHAYE, qui s'inquiète de « donner au thomisme une troisième chance », le dit encore plus clairement : « Quelques aspects de la doctrine thomiste et néo-thomiste du travail », in J. HAMESSE et C. MURAILLE-SAMARAN (éds), *Le travail au Moyen Âge...*, *op. cit.*, pp. 157-175. Pourtant, dans ce même volume, Jacqueline Hamesse elle-même en arrivait à l'observation renouvelée : « On ne peut conclure que de manière négative. Les définitions du vocabulaire du travail sont rares chez les lexicographes, inexistantes chez les philosophes. C'est l'absence même de textes qui est ici significative » (« Le travail chez les auteurs philosophiques du 12^e et du 13^e siècle. Approche lexicographique », *ibid.*, pp. 115-127). Ne parlons pas de l'infinie littérature sur « le travail chez les moines », spécialement ceux du haut Moyen Âge.

43. Il faudrait insister ici sur le fait (de portée très générale) que l'on trouve bien des « salariés » au XIII^e siècle et des « salariés » au XIX^e siècle, et que, au-delà des caractères nettement

et artisans travaillaient à peu près cent quatre-vingts jours par an, soit en gros la moitié du temps. On doit ici prendre en compte les grandes enquêtes sur l'évolution à long terme du rapport entre salaire journalier des manœuvres et prix des céréales⁴⁴, qui montrent, entre la fin du XIII^e et le début du XX^e siècle, de larges et fortes oscillations, plus ou moins synchrones dans une large partie de l'Europe. Et sur ces courbes, la fin du XVII^e siècle apparaît comme une période de salaires journaliers parmi les plus bas. On ne peut pas se contenter d'évoquer finement les « vaches grasses » et les « vaches maigres », comme le font cependant des modernistes illustres. Et qu'est-ce qui autorise à présenter indéfiniment le système corporatif comme un « carcan » ?

La réflexion sur le travail en général comme fondement de la valeur est apparue à un moment où, en Angleterre d'abord, de fortes transformations sociales faisaient surgir le « travail abstrait » comme une réalité concrète, dans le même temps où l'on fondait la Banque d'Angleterre⁴⁵. Le reste de l'Europe suivit avec plus ou moins de retard, voire de résistance. L'analyse de J.-Y. Grenier, qui porte sur cette période ultime, dégage, contre la tradition historiographique, un ensemble de traits encore pertinents dans la France du milieu du XVIII^e siècle et il ouvre ainsi des perspectives de premier ordre sur une série de problèmes cruciaux (nous venons d'en évoquer quelques-uns⁴⁶) que l'historiographie est encore loin d'avoir élucidés.

Le sens social de la revendication d'un équivalent général

En montrant qu'une simple observation empirique sérieuse oblige à écarter « la monnaie » et « le travail » de l'analyse de la société féodale européenne, J.-Y. Grenier contribue à une avancée décisive de l'étude de cette société. À un plan à peine plus abstrait, cela signifie qu'il n'existait

distinctifs, tels que ceux que J.-Y. Grenier explore, le noyau de la relation salariale était en gros le même. Ce qui n'empêche que cette relation, *grosso modo* identique, avait néanmoins un sens social radicalement différent et sans commune mesure, dès lors que dans un cas il s'agissait d'un rapport social dominant et, dans l'autre, d'une forme marginale : le cadre détermine entièrement la signification et non l'inverse.

44. L'étude classique est celle de E. H. PHELPS BROWN et Sheila HOPKINS, « Seven Centuries of the Prices of Consumables, Compared with Builders' Wage Rates », *Economica*, 23, 1956, pp. 296-314. Voir aussi Jean FOURASTIÉ (éd.), *L'évolution des prix à long terme*, Paris, PUF, 1969, notamment le chapitre de René GRANDAMY, « Prix des aliments et histoire », pp. 325-345. Une observation rapide tend à montrer que la règle « phase B = salaires réels plutôt plus élevés » est loin de se vérifier partout.

45. L'auteur décisif est sans aucun doute John LOCKE, en particulier dans *Two Treatises of Government* (1690). Voir Crawford Brough MACPHERSON, *The Political Theory of Possessive Individualism, Hobbes to Locke*, Oxford, Clarendon Press, 1962 (trad. fr., *La théorie politique de l'individualisme possessif, de Hobbes à Locke*, Paris, Gallimard, 1971). Nous avons suivi les analyses du vol. 6 de *Arbeit im vorindustriellen Europa*, *op. cit.*

46. Parmi les notions ordinaires qui articulent les conceptions « économiques » contemporaines, la notion de « risque » joue un rôle important. Nous avons montré ailleurs que cette notion, tout à fait marginale avant le XVII^e siècle, se généralisa précisément au XVIII^e (Alain GUERREAU, « L'Europe médiévale : une civilisation sans la notion de risque », *Risques*, 31, 1997, pp. 11-18).

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

aucun équivalent général, quelle que soit la perspective adoptée. Les équivalents disponibles étaient tous partiels, ponctuels et instables. Considération essentielle qui oblige à se poser des questions pénibles : en quoi pourrait consister une théorie de la valeur propre à l'Europe médiévale ? Que peut signifier la notion d'« économie » dans ce cadre ?

L'absence d'équivalent général ne prend son sens que si l'on tient compte du fait essentiel que le système médiéval de production-circulation-consommation n'employait d'équivalences pratiques que de façon marginale. Autoconsommation et prélèvements directs constituaient la masse principale et largement dominante. La notion d'« économie » qui surgit au XVIII^e siècle, et que théorisent les « classiques », Adam Smith et David Ricardo au premier chef, traduit dans le même mouvement un bouleversement social et une construction idéologique qui, en fondant sur l'affirmation de leur caractère « naturel »⁴⁷ les intérêts d'un groupe social en ascension, propose une reconfiguration générale de la société articulée autour de la domination sans partage de ce groupe social. L'« économie » n'est alors rien d'autre que l'ensemble des objets et des activités qui peuvent et doivent être pris en compte dans le cadre d'une comptabilité généralisée de type marchand. Une telle acception repose précisément tout entière sur la notion d'équivalent général.

Il faut insister ici très fortement sur cette idée de reconfiguration. Il est absurde d'imaginer qu'on puisse trouver une définition intrinsèque et autosuffisante de la notion d'économie (définition, par exemple, des caractères propres d'un « champ économique », dont on pourrait reconstruire une putative « genèse »). Ce qui se produisit au XVIII^e siècle fut un redécoupage général, entre les trois macro-concepts que sont l'économie, la politique et la religion. Chacun des trois ensembles se définit d'abord et essentiellement par l'exclusion des deux autres : on perd son temps⁴⁸ à rechercher une ascendance spécifique à tel ou tel, car ils ne naquirent que dans ce mouvement de redécoupage, qui fut aussi celui de la destruction des macro-concepts qui articulaient la société de l'Europe médiévale ; raison pour laquelle on a appelé ce mouvement « la double fracture conceptuelle du XVIII^e siècle⁴⁹ ».

Maurice Godelier propose une définition assez précise des « rapports sociaux de production » qui a l'avantage considérable de placer en son

47. « Règle générale d'herméneutique théorique : chaque fois qu'on rencontre une expression (sentence) où intervient le mot *nature*, on doit le remplacer par le mot *idéologie* pour avoir la clé de la signification énoncée », Louis ALTHUSSER, *Lettres à Franca : 1961-1973*, Paris, Stock/IMEC, 1998, p. 501.

48. J.-Y. Grenier signale à très juste titre que les textes de Karl Polanyi sont complètement inutilisables pour analyser cette forme de société. La notion d'« embeddedness » est un piège redoutable, dans la mesure où elle a pour effet pratique de sauver la notion d'économie dans une situation où elle n'a strictement rien à faire. La substantification de l'« économie » oblitère entièrement le fait que cette notion résulte avant tout et fondamentalement d'un découpage, opéré à un moment précis et dans une situation sociale spécifique. Tout au contraire, la distinction proposée par M. Godelier entre fonction et institution manifeste ici toute sa pertinence.

49. Cf. A. GUERREAU, « Fief, féodalité, féodalisme... », art. cit.

centre cette notion de *rappports sociaux* et de s'appliquer de manière très générale⁵⁰ : on définira comme rapports de production l'ensemble des relations sociales par lesquelles passent l'organisation et le contrôle 1. de l'accès aux ressources naturelles ; 2. des procès de transformation et d'élaboration ; 3. de la répartition de tous les biens produits et disponibles, en vue de leur consommation.

Une telle définition permet d'analyser les sociétés où les échanges sont inexistants aussi bien que celles où ils jouent un rôle central, ce qui en fait un outil de choix pour décrire et interpréter les innombrables situations intermédiaires. La période qui s'étend du xvii^e au xix^e siècle fut celle qui, en Europe, vit le groupe social en charge de l'organisation des échanges en prendre progressivement le contrôle, puis, dans son élan, établir sa mainmise sur la plus grande partie des processus de production *stricto sensu*. Évolution décisive dont parle Marx lorsqu'il évoque le passage de la « subsumption formelle à la subsumption réelle⁵¹ ». Dans le domaine des représentations, ce fut la naissance de l'idée de marché (au singulier), impliquant très rapidement, chez Ricardo, celle de transparence, c'est-à-dire d'autorégulation parfaite⁵².

Cette idée n'était qu'une autre manière de revendiquer la domination sans partage du groupe social contrôlant les échanges sur l'ensemble de la société. L'analyse brillante de J.-Y. Grenier vient démontrer *a contrario* la corrélation inverse : il ne pouvait y avoir de marché autorégulé dans une société où les marchands étaient en position dominée. Les termes de l'échange étaient déterminés par la logique sociale qui faisait de l'aristocratie foncière le groupe dominant, et de l'Église la seule institution régulatrice. Dans de telles conditions, les marchés étaient en situation d'oscillations permanentes plus ou moins aléatoires, dominés par des contraintes qui leur étaient tout à fait extérieures. Et l'on peut dire sans paradoxe que la logique profonde du système féodal était une logique qui tendait à favoriser la circulation tout en faisant en sorte que ni les échanges ni les groupes qui y étaient préposés ne pussent avoir le moindre impact sur l'organisation sociale et particulièrement sur les modes de domination et de prélèvement du surtravail.

L'espace

À partir d'une telle observation, il s'agit bien moins de revenir pour la énième fois à la question scolastique de la « rente foncière », qui s'énonce *ab ovo* comme une anomalie, puisqu'il y a lieu, dans le cadre du capitalisme,

50. Maurice GODELIER, *Horizons, trajets marxistes en anthropologie*, Paris, Maspéro, 1973, en particulier, pour cette définition, le chapitre « Anthropologie et économie », pp. 13-82.

51. Maurice GODELIER, « Transition », in G. LABICA (éd.), *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, 1982.

52. Tout à fait parallèle à cette évolution, la représentation de l'individu subit elle aussi un remaniement profond. Magnifique analyse de Heinz-Dieter KITTSTEINER, *Die Entstehung des modernen Gewissens*, Francfort-sur-le-Main, Insel Verlag, 1991 (trad. fr. *La naissance de la conscience moderne*, Paris, Le Cerf, 1997).

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

de justifier un revenu qui ne résulte pas d'une accumulation⁵³. D'une certaine manière, le dogme physiocratique, en abordant la difficulté exactement en sens contraire, c'est-à-dire en posant comme une vérité ontologique (qui écartait toute tentation de justification ou de démonstration) que la terre était l'unique source de revenu, présentait cet intérêt d'exprimer sans fard ce qui constituait en effet le principe matériel de la société féodale ; mais, dans le même mouvement, ce dogme obscurcissait irrémédiablement la vue en agrégeant en une masse unique et homogène les « revenus de la terre », et en prétendant faire de ce revenu un simple élément d'une construction fondée sur une logique commerciale. L'analyse de J.-Y. Grenier rappelle que la réalité était indiscutablement inverse : 1. la notion de « revenus de la terre » correspondait à une réalité fondamentalement hétérogène et non globalisable ; 2. le commerce, dans cette affaire, jouait un rôle tout à fait subordonné et dominé.

Dans l'Europe féodale, « la terre » était à la fois aire agricole et aire de répartition de la population⁵⁴. Le « revenu de la terre » résultait d'une conjonction idoine de ces deux éléments, conjonction en pratique hautement problématique. Tellement problématique qu'il nous semble que ce que nous proposons d'appeler le *problème de l'espace* constituait en fait la clé du fonctionnement et de l'évolution de ce système social.

Auteurs

Ce qui conduit, pour reprendre la démarche proposée par J.-Y. Grenier, à observer d'abord le traitement de l'espace par les auteurs du XVIII^e siècle. Il se trouve *por suerte* que cette question, précisément, a été méticuleusement examinée par Pierre Dockès, qui a publié les résultats de son enquête avec un luxe de détails. Nous pouvons donc y renvoyer, en nous bornant à synthétiser ici quelques-unes des observations d'ensemble qui ressortent de ce travail⁵⁵.

1. La première remarque est que tous les auteurs du XVIII^e siècle qui traitaient d'économie faisaient intervenir des variables spatiales. Ces variables jouaient dans leurs constructions un rôle important, et cela est d'autant plus notable que la situation s'inversa radicalement au XIX^e siècle ; plus personne alors n'intégrait la composante spatiale dans les analyses économiques. Cette grande opposition mérite une réflexion.

53. Gilles POSTEL-VINAY, *La rente foncière dans le capitalisme agricole*, Paris, Maspéro, 1974.

54. Cette relation concernait en fait tout autant les dominants que les dominés. Dans les *Manuscrits de 1844*, Marx évoque très bien cette relation spécifique : « Dans la possession foncière féodale, la domination de la terre s'exerce sur les hommes comme celle d'une puissance étrangère. Le serf est l'accessoire de la terre. De même, le détenteur du majorat, le fils aîné, appartient à la terre. Elle en hérite » (*Marx-Engels Werke*, t. suppl. I, p. 505. *Manuscrits de 1844*, p. 50).

55. Pierre DOCKÈS, *L'espace dans la pensée économique du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, Flammarion, 1969.

2. La deuxième observation est qu'un enjeu simple dominait cette littérature. Certains auteurs étaient favorables à la concentration des activités, d'autres au contraire prônaient une répartition aussi uniforme que possible. Les premiers, les mercantilistes, se plaçaient du point de vue des villes et représentaient les intérêts de la bourgeoisie urbaine plus ou moins liée à la monarchie ; les seconds, les physiocrates, défendaient les intérêts de ceux qu'on a ensuite appelés les agrariens, ici les féodaux cherchant à tout prix à se reconverter en propriétaires fonciers. Dans ces conditions, on n'est pas surpris de constater que la totalité des auteurs abordent peu ou prou la question du rapport ville/campagne, les descriptions et les jugements variant très fortement.

3. Les analyses unilatérales ne sont pas toujours les plus réalistes. Les réflexions les plus originales et les plus novatrices se trouvent sans doute chez Cantillon († 1733). Il fut l'un de ceux qui contribuèrent de la manière la plus substantielle à l'élaboration de la notion de « circuit » ; or, chez lui, le circuit était autant spatial que temporel. On trouve également des analyses particulièrement pertinentes chez Galiani et chez Condillac. Inversement, peu de choses chez Turgot ; surtout, le circuit selon Quesnay n'incluait aucune variable spatiale. L'espace apparaît comme une sorte d'impensé chez les physiocrates qui, dans cette perspective, préfiguraient paradoxalement le XIX^e siècle. Au fond, tout se passe un peu comme si l'importance accordée à la notion de valeur intrinsèque, quelle qu'elle soit, tendait à limiter puis à éliminer la variable spatiale⁵⁶.

4. Enfin, dans tous ces traités, l'espace était abordé en termes de potentialités relatives, et plus souvent et plus concrètement en termes de différentiels de prix : chaque point était caractérisé par un coût des denrées, un prix des objets manufacturés, un niveau des salaires. D'où la question traitée : pourquoi telle production peut-elle, ou doit-elle, être située ici plutôt que là ? D'où les raisonnements sur le coût des transports et sur les barrières tarifaires. En fait, tous les auteurs sans exception liaient le commerce à des déplacements : commerce intrinsèquement rattaché à un différentiel de prix. Et c'est bien pourquoi, en définitive, tout modèle de « circuit » doit impérativement inclure, à titre d'élément fondamental, la variable spatiale.

Au fond, et bien que la plupart des auteurs contemporains qui jugent le XVIII^e siècle tendent, par doctrine, à valoriser les physiocrates et les libéraux, il est aisé de voir que les mercantilistes, de Petty à Stevart et Galiani,

56. Galiani et Condillac furent, au XVIII^e siècle, les principaux représentants de la valeur-utilité, et sont pour cela considérés comme précurseurs des marginalistes (il est dommage que, pour cette raison, J.-Y. Grenier les ait écartés de son tableau). Inversement, Turgot, qui tentait de décrire des mécanismes d'égalisation du taux de profit, n'avait aucune raison de considérer l'espace autrement que comme un obstacle ; mais justement, il ne parvint pas à une théorie unifiée, et c'est sans doute aussi pourquoi il était encore question d'espace dans ses œuvres. Le dogmatisme pur des physiocrates sauta par-dessus l'obstacle, et son unification de la doctrine fut directement liée à l'élimination de l'espace (je trouve très discutable l'interprétation de J.-Y. Grenier, *L'économie d'Ancien Régime*, op. cit., p. 45 : les « causes indépendantes du commerce » ne renvoient pas au « jeu du marché », fût-il global).

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

favorables aux villes et aux manufactures, étaient à la fois plus réalistes⁵⁷ et plus orientés vers l'avenir. Il reste que, si certains auteurs ont, dans leurs reconstructions du circuit, accordé à l'espace un plus grand rôle que d'autres, chez tous l'espace est demeuré un ensemble de points munis de propriétés différentielles et reliés par des distances. La notion d'aire ou de surface était quasi inexistante. La terre n'était pas une surface. C'est là un caractère que l'on perçoit très difficilement, parce qu'il renvoie à une vision de l'espace complètement différente de la nôtre et très malaisée à reconstruire⁵⁸. Mais c'est justement cette différence lourde qui inclut le plus de sens et pointe un élément central du système des représentations dans l'Europe féodale. Et cette conception où les différentiels occupaient une place essentielle doit être placée au regard du fait, rappelé plus haut, que le problème central pour le bon fonctionnement du système social était un problème d'organisation des aires.

Après ce bref examen des réflexions des auteurs du XVIII^e siècle, il nous faut donc passer à une analyse un peu plus méthodique de quelques paramètres spatiaux. On se penchera sur la question des transports et de la circulation matérielle ; sur celle de la terre et du rôle des transactions portant sur cet objet ; sur celle des bâtiments et de la construction. On terminera par quelques considérations globales sur les caractères spatiaux des contraintes déterminant le fonctionnement du système féodal et sur les propriétés spécifiques des structures qui permettaient d'y faire face.

Transports et différentiels

La circulation concrète, dans l'Europe féodale, se heurtait à des difficultés à la fois matérielles et sociales. Les médiévistes négligent pour ainsi dire méthodiquement une observation pourtant immédiate : le Moyen Âge, au moins depuis le XI^e siècle, a déployé dans le domaine de la construction des efforts remarquables, et c'est un lieu commun de rappeler que, dès le XIII^e siècle, les performances techniques en cette matière dépassaient largement celles des Romains. Or, en dehors de quelques ponts⁵⁹, les efforts d'aménagement viaire ont été à peu près nuls ; quant aux « voies » d'eau, elles étaient perlées de pêcheries et de moulins qui les obstruaient avec une

57. C'est ce réalisme qu'on trouve avec le plus de netteté chez des représentants anciens du mercantilisme comme Montchrétien, qui raisonnait clairement en fonction de l'opposition fondamentale intérieur vs extérieur, qui était le pivot de la représentation féodale de l'espace ; ce qui paraît surprendre P. Dockès, lorsqu'il écrit : « son mercantilisme reste curieusement teinté d'un étroit esprit de clocher » (*L'espace dans la pensée économique, op. cit.*, p. 107). Il n'est pas douteux que ce système de représentation était encore totalement dominant dans la première moitié du XVII^e siècle.

58. Tentative provisoire dans Alain GUERREAU, « Quelques caractères spécifiques de l'espace féodal européen », in N. BULST, R. DESCIMON et A. GUERREAU (éds), *L'État ou le Roi. Les fondations de la modernité monarchique en France (XIV^e-XVII^e siècles)*, Paris, Éditions de la MSH, 1996, pp. 85-101.

59. Jean MESQUI, *Le pont en France avant le temps des ingénieurs*, Paris, Picard, 1985.

belle efficacité⁶⁰. À l'inverse, l'intérêt subit et massif qui se manifesta pour les « ponts et chaussées » au XVIII^e siècle représenta sans conteste une profonde rupture. Et l'on constate sans peine un très exact parallélisme avec le système des tonlieux, péages et octrois, qui a lui aussi très allègrement survécu jusqu'en plein XVIII^e siècle.

Les foires et marchés constituaient avant tout, dans ce cadre, un puissant outil de contrôle et de prélèvement. Les physiocrates et autres libéraux, en déclenchant un chorus assourdissant pour obtenir la disparition de toutes ces fameuses « entraves », tendaient *de facto* à bouleverser la logique sociale. La belle enquête de Dominique Margairaz⁶¹ a adroitement mis en lumière comment, entre le milieu du XVIII^e et le milieu du XIX^e siècle, un réseau de marchés, étoffé⁶² mais peu modifié, vit son sens s'inverser, passant d'un rôle d'encadrement à un rôle de fluidification et d'encouragement des échanges. L'examen des controverses et des flottements qui, sur ce sujet, parsemèrent cette période, est décisif pour saisir sur le vif le passage incertain, mais fondamental, de la dominance d'un enjeu à la dominance de l'enjeu opposé.

Ce passage éclaire très utilement, *a contrario*, les débats du XVIII^e siècle. Le commerce médiéval était pour l'essentiel fondé sur les différentiels : les auteurs du siècle des Lumières le notèrent avec réalisme. Dans ce cadre, les mercantilistes étaient ceux qui cherchaient à en tirer le maximum d'avantages : ils ne voyaient pas d'intérêt à l'homogénéisation, et toutes les barrières qui s'opposaient à cette homogénéisation leur rendaient service. Et c'est aussi pourquoi leur raisonnement s'inscrivait assez bien dans la logique de l'espace propre à l'Europe féodale. Les libéraux au contraire gémissaient. Adam Smith vitupéra le différentiel entre villes et campagnes ; Ricardo, au-delà de toute récrimination, décrivit un système où cette variable n'était plus motrice : les marchés assuraient partout compensation et équilibre ! De là, finalement, l'opposition, radicale et décisive, entre *les marchés* et *Le Marché* ; c'est-à-dire l'abîme qui sépare un système fondé sur la segmentation, et un autre qui joue sur la dynamique de l'homogénéisation⁶³.

Au passage, un mot sur la traction animale. Le cheval a pris une importance croissante dans les campagnes européennes depuis le haut Moyen Âge. En Angleterre, l'étude de John Langdon est parvenue à quantifier cette évolution⁶⁴. Cet auteur fait remarquer que l'effet pratique le plus

60. Il est vrai que toute discussion sérieuse sur l'importance relative de la « circulation » supposerait que l'on dispose d'indices concrets, en particulier sur les trafics fluviaux.

61. Dominique MARGAIRAZ, *Foires et marchés dans la France préindustrielle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1988.

62. En gros, un doublement (*ibid.*, p. 92).

63. Comme on l'a signalé plus haut, il faudrait intégrer dans le modèle les échanges lointains. À cet égard, le grand travail de Witold KULA, *Théorie économique du système féodal. Pour un modèle de l'économie polonaise, 16^e-18^e siècles*, Paris-La Haye, Mouton, 1970, qui montre bien l'articulation d'un commerce du blé à longue distance avec une production de type médiéval, constitue une base de réflexion de premier ordre. Son intégration dans le modèle proposé par J.-Y. Grenier ne devrait pas se heurter à des difficultés importantes.

64. John LANGDON, *Horses, Oxen and Technological Innovation. The Use of Draught Animals in English Farming from 1066 to 1500*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

notable de cette évolution a été de faciliter l'accès des paysans aux marchés : un cheval tire une charrette deux fois plus vite qu'un bœuf. D'un autre côté, une réflexion assez simple montre que la séculaire expansion du cheval chez les paysans ne releva nullement de considérations matérielles. On a donc ici un cas très suggestif des effets indirects d'une logique globale, puisque finalement l'efficacité pratique (non recherchée !) fut obtenue au travers d'une représentation sensiblement autre, même si elle était incluse dans le même ensemble⁶⁵.

Rien qui ressemblât à un « marché de la terre »

Peut-on considérer les transactions sur les terres comme un cas parmi d'autres, ou même un cas limite, de « circulation » ou de « marché » ? Cela est excessivement discutable. L'Europe médiévale n'a jamais cessé d'être le théâtre d'opérations sur les terres, fort nombreuses même aux époques que l'historiographie qualifie volontiers comme les plus « sombres ». Mais peut-on assimiler, même très approximativement, lesdites opérations à un commerce ? Que les terres changent de mains, il n'y a pas lieu de s'en étonner, ne serait-ce que du fait de la succession des générations et, le cas échéant, des partages successoraux. Le plus remarquable était plutôt la situation inverse, la mainmorte, c'est-à-dire cette part considérable du sol (un quart ? davantage ?) qui se situait à l'écart de la moindre circulation, et qui n'était pas toujours constituée des plus mauvaises terres⁶⁶. La question concrète serait plutôt : à partir de quand repère-t-on une catégorie qu'on puisse définir comme celle de « marchands de biens⁶⁷ » ? En fait, comme le remarque à juste titre Reyna Pastor⁶⁸, les opérations se déroulaient entre

65. L'examen montre nettement que les bœufs présentaient de véritables avantages en termes « économiques ». Ce qui explique que les grandes exploitations, qui avaient parfaitement les moyens d'entretenir des chevaux, et qui en possédaient toujours quelques-uns, aient conservé des trains de culture constitués de bœufs bien plus tard que les exploitations de plus petite taille. Ces dernières ne disposaient souvent que d'un seul train de culture, et devaient donc choisir entre bœufs et chevaux. Le passage des uns aux autres ne générait pas d'avantage matériel ; on ne peut pas expliquer ce passage tendanciel autrement que par la considération de la signification du cheval dans le système de représentation médiéval, particulièrement comme instrument aristocratique de domination de l'espace. Le « passage au cheval » était ainsi exclusivement ce qu'on pourrait appeler une « question de prestige ». Mais, comme J. Langdon le montre, ce passage eut pourtant de très réels effets matériels, et l'on a donc un cas remarquable d'« effets structureaux inintentionnels ».

66. « La propriété ecclésiastique faisait à l'ordre traditionnel de la propriété foncière comme un boulevard sacré » (Karl MARX, *Le Capital*, I, éd. fr., vol. III, p. 163, *Marx-Engels-Werke*, 23, p. 750).

67. On pourra sans doute trouver quelques opérations de spéculation foncière dans les plus grandes villes de l'époque (Anvers ou Florence par exemple) dès la fin du XVI^e siècle. Mais cela reste marginal. En revanche, il serait important de savoir à partir de quand les notaires ruraux se sont enrichis en intervenant directement dans les transactions foncières. Peut-on documenter de tels phénomènes avant le XIX^e siècle ?

68. Reyna PASTOR, « Quelques réflexions sur l'expansion seigneuriale. Un regard castillan », in C. DUHAMEL-AMADO et G. LOBRICHON (éds), *Georges Duby. L'écriture de l'histoire*, Bruxelles, De Boeck Université, 1996, pp. 103-107.

des individus qui, pour le moins, se connaissaient et se trouvaient déjà le plus souvent liés antérieurement par d'autres relations.

Ou bien les transactions s'effectuaient à l'intérieur du même groupe, et cela équivalait, à peu de choses près, à une permutation (homéostasie) ; ou bien certaines acquisitions correspondaient au renouvellement d'un groupe, sans modification d'équilibre général (*e.g.*, achat de seigneuries par des bourgeois enrichis). Les transferts significatifs étaient ceux qui traduisaient l'enrichissement de certains groupes aux dépens d'un ou de plusieurs autres (*e.g.*, nobles s'emparant de terres paysannes, acquisitions de terres par des bourgeois ne changeant pas de statut) ; mais on voit bien que ces transferts étaient la résultante d'un enrichissement ou d'un appauvrissement, non pas le moyen de ce mouvement. Il n'y avait pas de profit sur les transactions, les notions d'offre et de demande n'étaient pas pertinentes. Dans l'Europe féodale, la terre était le moyen fondamental d'identification des positions et des rôles et, en particulier pour l'aristocratie, c'était le fondement apparent du prélèvement du surtravail (non le seul !). Ce fondement pouvait se vendre et s'acheter, comme d'autres d'ailleurs (les offices). Mais ces opérations n'étaient pas des opérations commerciales, il s'agissait de processus d'équilibrage ou de rééquilibrage de l'organisation sociale, tant il est vrai qu'au sein de l'Europe médiévale « la terre » était pour ainsi dire la grammaire de la société⁶⁹.

Les constructions

Cette première approche permet de mieux saisir la signification d'un élément à peine différent, étroitement lié au précédent, les bâtiments. Une grande partie de ce qui vient d'être dit à propos de la terre s'applique aux constructions, et particulièrement à celles qui étaient sans rapport avec une quelconque « rationalité économique ». Un des plus flamboyants contresens jamais commis par un médiéviste est celui de Roberto S. Lopez, incriminant les constructions du XIII^e siècle : « La passion de construire toujours plus haut, toujours plus grand se propagea d'un pays à l'autre au XIII^e siècle. Des centaines de centres urbains [...] se mirent à qui mieux mieux à édifier des monuments gigantesques [...] hors de toute proportion avec leurs ressources et leurs besoins. Dès lors la bourgeoisie en avait fait les frais, non pas de ses deniers, mais en occasions perdues⁷⁰ ».

Pourtant, si quelques édifices ne sont pas parvenus à leur achèvement, Martin Warnke rappelle opportunément que la situation inverse était de beaucoup la plus fréquente⁷¹ : les moyens financiers dépassèrent bien souvent

69. On ne dispose pas d'une étude sérieuse du sens de *terra* en latin médiéval. C'est une lacune extrêmement gênante. Dans le système de représentation médiéval, l'opposition qui produisait le plus de sens était *terra* vs *celum* (Alain GUERREAU, « Le champ sémantique de l'espace dans la *vita* de saint Maieul (Cluny, début du XI^e siècle) », *Journal des savants*, 1997, pp. 363-419).

70. Roberto S. LOPEZ, *Naissance de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 1962, p. 272.

71. Martin WARNKE, *Bau und Überbau. Soziologie der mittelalterlichen Architektur nach den Schriftquellen*, Francfort, Suhrkamp, [1976] 1984.

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

les moyens techniques disponibles. Et cela alors que tous les médiévistes savent que le bâtiment était la principale « industrie » médiévale. Le château et les murailles urbaines étaient une affirmation de force, destinée à la fixer en un point précis du paysage. Mais celle-ci n'avait de sens que par rapport à l'élément dominant de toute l'articulation de l'espace médiéval : l'*ecclesia*. Les reliques et le culte salvateur étaient fixés à l'intérieur d'un édifice qui était à la fois lieu et moyen du salut de tous les chrétiens et de leur unité. L'Église assurait l'organisation et la régulation de l'ensemble du système social médiéval d'abord, et surtout, parce qu'elle organisait l'espace, le polarisant en chaque endroit. Le salut de chaque chrétien passait par une reconnaissance en actes (déplacements) de cette polarisation, et c'est bien pourquoi le système fut aussi efficace et aussi durable. Tous les moyens matériels qui pouvaient être mis en œuvre pour traduire concrètement et visuellement cette polarisation étaient autant d'éléments qui renforçaient le système, sa cohérence et sa stabilité.

On dispose, surtout à partir du XIV^e siècle, de comptabilités de chantiers souvent copieuses. Il s'agissait de savoir clairement comment les fonds avaient été dépensés, si le caissier était honnête, si les tarifs des matériaux et de la main-d'œuvre étaient plausibles. On doit supposer que les vérificateurs connaissaient les prix courants. Mais, pour autant, la logique à l'œuvre n'avait rien à voir avec un quelconque marché. Certes, s'agissant de bâtiments, la notion d'« échelle de référence » n'était sûrement pas absente. Mais le produit était par nature intransportable, et sa réalisation ne procurait de profit à aucun intermédiaire. Au demeurant, même pour des constructions utilitaires, urbaines notamment, pour lesquelles on conserve des contrats depuis la fin du Moyen Âge, il s'agissait de contrats entre le propriétaire et un artisan⁷². Il ne semble pas que la pratique de la « spéculation foncière » ait existé à une échelle significative avant le XVII^e siècle.

Complémentaires des terres, les bâtiments, églises et châteaux d'abord, mais en fait tous les édifices d'une certaine importance, avaient pour fonction sociale principale de marquer et de polariser l'espace, c'est-à-dire en fait de structurer la société en assurant, tendanciellement, un lien cohérent entre les aires et les hommes. La mise en place, l'entretien, l'adaptation de ce réseau de constructions absorbaient d'importants moyens matériels et humains, forme très particulière de consommation qui, inévitablement, occupait une place dans le « circuit ». Mais cette dépense, essentiellement à partir d'une fraction des prélèvements directs du surtravail, quoique assimilable au troisième niveau (l'« ostentation »), demeurait à l'écart de l'intervention marchande, répondant fondamentalement à une logique de la fixité et de la fixation, essentielle au bon ordre de la société⁷³.

72. Philippe BERNARDI, *Métiers du bâtiment et techniques de construction à Aix-en-Provence à la fin de l'époque gothique (1400-1550)*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1995.

73. Il est remarquable de constater l'incroyable quantité de constructions monastiques au XVIII^e siècle : bénédictins et cisterciens en particulier, voyant s'élever leurs revenus, se lancèrent dans des chantiers colossaux. Mais cette période fut aussi la première durant laquelle une

À l'envers donc du textile, royaume de la circulation, des gros profits et de la structure temporelle de la parabole, le bâtiment se situait nettement du côté de la logique des terres, qu'il complétait et marquait socialement. Et l'on ne saurait trop souligner, après R. S. Lopez, mais aussi après réflexion, que les bourgeoisies urbaines des grandes cités italiennes, qui furent les championnes des longues distances et des profits pansus, furent aussi celles qui édifièrent des cathédrales gigantesques et des *palazzi* cyclo-péens, marquant bien ainsi leur conception proprement et fondamentalement féodale de l'espace et de la société.

Les auteurs du XVIII^e siècle, si diserts qu'ils fussent sur l'espace, ne sont pas de ce point de vue la source la plus complète et la plus équilibrée. La question de la rente foncière ou celle du prix de la terre les gênait intellectuellement, on a vu pourquoi c'était inévitable. Du coup, ils se contentèrent d'affirmations plus ou moins dogmatiques et surtout ils amalgamèrent sans état d'âme. Ils donnèrent une image du « foncier » qui correspondait à leurs intérêts et à leurs souhaits, mais pas du tout à la logique sociale féodale⁷⁴ qui, tout au contraire, variait, divisait, hiérarchisait, articulait.

Il nous faut clore par quelques mots cette question de la logique globale du système social de l'Europe médiévale dans sa composante spatiale et cette question cruciale de l'hétérogénéité du « foncier ».

La *caritas* comme lien social fondamental

Dans un livre tonique, dont l'excellente traduction française est également parue en 1996, Bartolomé Clavero s'interroge sur la représentation, au XVI^e siècle, du prêt d'argent⁷⁵. L'historiographie repose sur un épais tissu d'anachronismes et l'auteur conclut avec clairvoyance : « Il nous faudra donc plutôt compter sur les témoignages de l'histoire que sur les historiens [...]. Faisons donc table rase de toute l'historiographie⁷⁶ ». Pourquoi ? « Parce que nous traitons des étrangers comme des semblables, sous prétexte qu'ils sont nos ancêtres. » Parti ainsi à l'assaut d'une structure opaque, B. Clavero parvient à identifier assez clairement le lien social fondamental dans cette société : la *caritas*. La *caritas* consistait fondamentalement dans l'impératif de donner, simplement par amour, à l'exclusion de toute idée de retour. La *caritas* était la négation de l'idée de réciprocité. Ce qui impliquait deux corollaires essentiels : 1. la mise en œuvre de la *caritas*

partie des constructions utilitaires peuvent, jusqu'à un certain point, être définies comme des investissements ; c'est surtout le cas des granges en pierre et autres bâtiments d'exploitation rurale, constructions qui d'ailleurs permirent d'améliorer sensiblement les capacités et les conditions de stockage, et qui ne furent donc sans doute pas sans effet sur « les marchés des grains ».

74. Cet amalgame, il faut le souligner, fut un des aspects les plus importants de la reconfiguration de l'ordre social ancien qui intervint au XVIII^e siècle. Il constituait une subversion radicale de la logique féodale.

75. B. CLAVERO, *La grâce du don...*, op. cit.

76. *Ibid.*, pp. 42 et 195.

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

était aussi une négation de l'idée d'égalité arithmétique ; d'où l'importance primordiale des notions de *beneficium* et de *gratia* ; 2. la mise en œuvre effective de la *caritas* déterminait ce que les anthropologues appellent l'échange généralisé (qu'il vaudrait sans doute mieux appeler *circulation généralisée*, puisque précisément il n'y a pas d'échange bilatéral) : si tout le monde donne, tout le monde reçoit aussi, sans qu'intervienne nulle part une réciprocité binaire. En ce sens, la *caritas* était un impératif de formidable circulation, mais d'une circulation où chaque point était spécifique : il ne pouvait exister aucune réversibilité du mouvement, ce qui signifiait *eo ipso* non-permutabilité des éléments⁷⁷. D'où cette conclusion de l'auteur :

La culture de l'échange inégal de grâces et de bénéfices [...] fonctionne comme une véritable articulation collective. On conçoit sérieusement et on alimente un ordre fondé sur l'amitié, c'est-à-dire un lien de dépendance mutuelle et de libéralité respectueuse. Nous avons vu apparaître la première au côté de la seconde, aussi générale l'une que l'autre, aussi proportionnelle : aussi fonctionnelle. Cet égalitarisme conforme se voulait conforme aux proportions. Il existait des égalités que l'on pouvait qualifier de proportionnelles : entre Dieu et les hommes, entre homme et femme, père et fils, cleric et laïc, chevalier et laboureur, citoyen et rustique, patron et facteur, seigneur et serviteur, etc. Telles étaient les égalités, et c'est en comptant avec elles qu'on offrait librement son amitié⁷⁸.

Bartolomé Clavero a bien remarqué qu'une forme d'organisation sociale de première importance était effectivement structurée selon ce principe, la parenté. Notion qu'il faut entendre différemment non seulement de notre conception contemporaine, mais aussi de celle des anthropologues, qui tendent à universaliser des principes tirés des sociétés « élémentaires », principes qui, il faut le dire haut et clair, ne sont pas pertinents pour l'analyse de la société médiévale. Mais nous n'insisterons pas ici sur ce point⁷⁹.

Toujours prisonniers d'une sorte de cécité structurelle, la majeure partie des historiens contemporains demeurent convaincus que l'Église médiévale était une forme de « religion », extérieure à la « réalité sociale » qui se serait logée exclusivement dans « l'économie » et la « politique ». Dans ces

77. C'est pourquoi la notion, très appréciée des anthropologues, de « contre-don » est en opposition avec la logique féodale (le *guerredon*, thème courant de la littérature courtoise, doit sans doute s'interpréter au sens de Clavero). Comme le montre parfaitement celui-ci, il faut concevoir l'échange comme un cas limite.

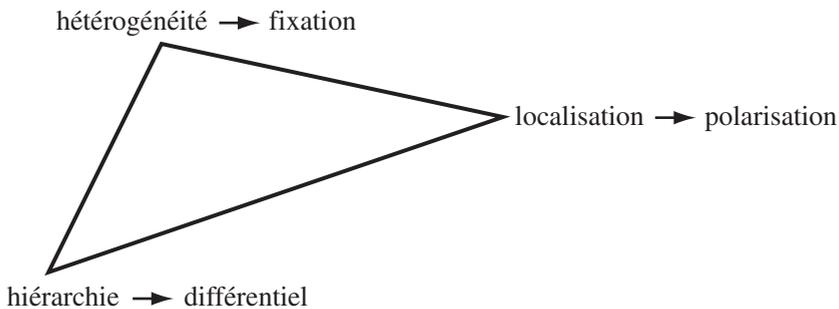
78. B. CLAVERO, *La grâce du don...*, *op. cit.*, p. 174.

79. B. CLAVERO, quoiqu'il ait vu la relation entre parenté et *caritas*, se trompe assez lourdement dans son analyse de cette structure. Voir Anita GUERREAU-JALABERT, « Inceste et sainteté. La Vie de saint Grégoire en français (XII^e siècle) », *Annales ESC*, 43-6, 1988, pp. 1291-1319 ; *Id.*, « Prohibitions canoniques et stratégies matrimoniales dans l'aristocratie médiévale de la France du Nord », in P. BONTE (éd.), *Épouser au plus proche. Inceste, prohibitions et stratégies matrimoniales autour de la Méditerranée*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1994, pp. 293-321 ; *Id.*, « *Spiritus et caritas*. Le baptême dans la société médiévale », in F. HÉRITIER et É. COPET-ROUGIER (éds), *La parenté spirituelle*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 1995, pp. 133-203.

conditions, il est impensable que la *caritas* ait pu être autre chose, au mieux, qu'une « vertu morale », simple expression d'un « cadre idéologique », largement indépendant de la « base matérielle » de cette société. Il faut pourtant s'y faire : l'*ecclesia* médiévale n'avait rien à voir avec une « religion », c'était l'institution dominante du système, et la *caritas* n'était rien moins que le lien social fondamental. Ici, on ne discute pas de « mots », il s'agit de savoir comment l'on conçoit la spécificité de la société médiévale : c'est une question qui met en cause le substrat même de notre métier d'historiens.

Le triangle de base

B. Clavero ne s'est pas aperçu que la représentation de l'espace, qui jouait un rôle central et décisif, fonctionnait elle aussi sur ce principe. Pour penser l'espace médiéval, il faut commencer par se défaire, autant que possible, de la conception cartésienne d'un espace abstrait, purement géométrique, homogène et orthonormé. L'espace médiéval était fondamentalement un espace humain et valué. Proposons, provisoirement, d'y voir l'alliance de trois principes, selon le schéma suivant :



En considérant attentivement ce triangle, on s'aperçoit qu'à peu de choses près la combinaison de deux éléments impliquait le troisième (dans les trois cas). En particulier, c'est ce qui nous importe ici le plus, la polarisation de l'espace en chaque lieu apparaissait comme la réalisation combinée du principe d'hétérogénéité et du principe de hiérarchie.

Ce schéma était avant tout un schéma ecclésiastique⁸⁰. Il était consubstantiel de la domination sans partage de l'Église, seule réelle institution du système. Et précisément, si cette institution dominait le système, c'était

80. Le rôle de la « monarchie » avant le milieu du xvii^e siècle est demeuré extrêmement modeste, infiniment plus modeste que ce que laisse entendre une historiographie complaisante et distordue. Cette distorsion a, parmi d'autres, le fâcheux effet de ne pas permettre d'apprécier avec réalisme le grand tournant de la seconde moitié du xvii^e siècle. À partir de ce moment-là en effet, mais de ce moment-là seulement, on peut parler d'un premier appareil d'État et de son action. C'est un des rares points où les observations de J.-Y. Grenier ne sont pas généralisables à toute la période.

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

parce que la mise en place de ce schéma permettait d'affronter les deux contraintes, majeures et contradictoires, de ce système social : 1. fixer tendanciellement les hommes au sol, en chaque lieu ; 2. assurer l'unité de l'ensemble, en produisant une circulation contrôlée, apte à tisser tous les liens nécessaires au maintien de la cohésion globale. L'on retrouve ainsi, au sein de la structure de base, la plupart des notions mises au jour par J.-Y. Grenier : les différentiels entre les lieux, l'hétérogénéité des espaces, l'identité des objets à partir d'une définition topographique, le prélèvement direct et général et l'échange inégal, les circuits hiérarchisés, les flux restreints. Ce qu'on a dit plus haut de la terre et des bâtiments s'ajuste exactement à cette structure.

Hétérogénéité radicale du « foncier » : l'entrecroisement

À partir de cette reconstruction, on peut revenir à l'un des deux points énoncés au début de cette analyse de l'espace féodal : les « revenus de la terre » correspondaient à une réalité fondamentalement hétérogène et non globalisable ; ces revenus n'existaient que pour autant qu'existait une conjonction appropriée entre des terres et des hommes. Cette hétérogénéité structurelle, résultant des contraintes de base pesant sur le système, avait une propriété, non intentionnelle, représentant un potentiel considérable : elle constituait une forme d'encouragement tendanciel à la division du travail.

On doit souligner ici la portée décisive d'une observation particulièrement sagace de Ludolf Kuchenbuch⁸¹ : « Le "prélèvement" reposait sur une diversité organisée. Tout le monde connaît la trilogie lancinante, rente en travail — rente en nature — rente en argent⁸² ». C'est un des pires cauchemars des médiévistes que d'avoir à déterminer la nature exacte de ces innombrables « redevances », dont on n'arrive que très difficilement à savoir sur quoi elles portaient, quel en était le taux, quels en étaient les bénéficiaires, quelle en était l'origine. Le fouillis lexical correspondant est déroutant. Et cela, en France, jusqu'au XVIII^e siècle. Il suffit de se poser la double question : qui paye quoi, à qui et où ? Un simple tableau à double entrée permet de s'apercevoir que chaque type de bénéficiaire disposait d'une combinaison idiosyncrasique de « rentes », et que ces diverses « rentes » étaient elles-mêmes disposées dans le territoire de manière non aléatoire. Dans l'autre sens, chacun de ceux qui étaient soumis à prélèvement versait des « rentes » différentes à des bénéficiaires différents, souvent localisés à des endroits différents. Il s'opérait ainsi une double imbrication, et cette imbrication était tout sauf un pur désordre. On observe ainsi deux formes

81. Ludolf KUCHENBUCH, Habilitationsschrift, non publiée (sur le Harz à la fin du Moyen Âge).

82. Il n'y a pas pire absurdité que de se représenter ce brelan comme une suite : les trois types se trouvent déjà dans les listes de redevances mérovingiennes, et on les retrouve à l'époque « moderne ». Les permutations, continues, s'effectuaient dans tous les sens, selon les circonstances. L'essentiel est de percevoir leur *coexistence structurée*.

de division du travail : d'un côté, une tendancielle adaptation des redevances (donc en partie des activités de production) à la topographie, c'est-à-dire à la fois aux potentiels agronomiques des zones et à la distance par rapport au lieu de perception des redevances (et à la résidence des bénéficiaires) ; mais aussi, d'un autre côté, une division du travail social de domination entre les divers dominants : un couvent de femmes ne percevait pas dans les mêmes conditions qu'un chapitre canonial, un commerçant qui s'était emparé d'un domaine juteux ne procédait pas tout à fait comme un petit noble rural de vieille souche. Une telle structure, qui articulait et concrétisait la contrainte d'hétérogénéité, non seulement contribuait à fixer les dépendants au sol, mais renforçait la cohésion de la classe dominante, tout en favorisant, à long terme, une certaine forme de division du travail au plan de la production agricole⁸³. Et il est aisé de montrer que cette emprise fixatrice s'articulait harmonieusement à la polarisation et à l'existence de différentiels. Ce constat permet de s'apercevoir, au moins partiellement et intuitivement, que le système féodal, dans ses structures profondes, possédait une dynamique spécifique : il faut une fois pour toutes cesser d'analyser les rapports de production médiévaux au travers de la catégorie de « blocage », aussi absurde qu'anachronique.

« Juste prix »

Les théologiens du XIII^e siècle, contrairement à ce qu'un vain peuple croit, étaient essentiellement préoccupés d'analyser la société dans laquelle ils vivaient, et d'énoncer à son sujet des règles pratiques susceptibles d'aboutir à une meilleure application des principes fondamentaux qui en assuraient la cohérence. Et c'est bien pourquoi ils jouèrent un rôle social et historique déterminant, dès lors que l'Église, unique institution du système, exerçait sur celui-ci une domination particulièrement efficace. On peut donc dire ici deux mots de ce que les historiens (principalement anglo-saxons) ont désigné, non sans quelque enflure, comme la « théorie du juste prix ». La plupart des analyses proposées par ces historiens font dire aux textes exactement le contraire de ce qu'ils disent⁸⁴. En fait, cette « théorie » consistait simplement en trois thèmes bien articulés et hiérarchisés.

83. Il faut souligner que ce type de double imbrication, qui n'a pratiquement jamais été étudié, se retrouve aisément dans une multitude de cas, à toutes les époques. On l'observe par exemple, remarquablement, dans la région de Cluny aux X^e-XI^e siècles (recherches personnelles). Bonnes remarques critiques de Julien DEMADE, *Champ économique et pouvoir noble. Mouvements des prix et revenus de la petite noblesse dans les pays d'Empire des XIV^e-XV^e siècles*, mémoire inédit, Paris, 1997.

84. On se contentera de renvoyer ici au volumineux travail d'Odd LANGHOLM, *Economics in the Medieval Schools. Wealth, Exchange, Value, Money and Usury according to the Paris Theological Tradition, 1200-1350*, Leyde, Brill, 1992. On y trouve un utile répertoire de citations et de références. Mais, quand on analyse la manière dont ces citations sont exploitées, on s'aperçoit que les termes les plus intéressants sont le plus souvent déclarés irréalistes et non-significatifs, tandis que sont mises en avant de soi-disant « implications », qui permettent de réintroduire sans façon toutes les notions courantes de l'économie politique. Somptueux empilement de contresens. On ne pourra jamais empêcher des « économistes » de croire à

LES ÉCONOMIES ANCIENNES

La première caractéristique du « juste prix » est qu'il était défini *localement*. « In loco in quo negotiari contingit », écrivait Alexandre de Halès. La plupart des auteurs, soulignant les différences entre les prix du même objet selon les lieux, voyaient là le principal moteur et la raison d'être du commerce : ce que nous avons appelé plus haut les différentiels. Pour ces théologiens, le prix était « juste » *hic et nunc*, pas autrement ; quand ils employaient des expressions comme *in foro* ou *in mercato*, ils entendaient par là un lieu, rien d'autre.

Le second aspect tenait dans l'adjectif *communis*. L'estimation était faite *communiter* (Raymond de Peñafort, Alexandre de Halès), les prix fixés *secundum usum communem* (Guido Terreni). Les auteurs qui s'étendirent sur ce point mirent nettement cette estimation commune en rapport avec le fait que les objets étaient essentiellement utilisés communément (*communiter funguntur*, Geoffroi de Fontaines), et finalement que l'estimation commune renvoyait à un bien commun sinon au bien commun (*communis taxatio boni communis*, Pierre de Jean Olivi). C'est l'exact contraire de ce que l'on entend habituellement par la notion de concurrence et de « libre jeu de l'offre et de la demande ». Trouver là une référence au *competitive market* est un lamentable contresens. Au demeurant, la moindre expérience ethnologique montre assez que cette conception renvoyait de manière réaliste à la situation réelle sur ce type de marché précapitaliste. Cette insistance particulière des penseurs du XIII^e siècle correspondait assurément au triomphe (alors récent) de la communauté, produit de l'encellulement.

Mais le troisième caractère est à proprement parler déterminant : la référence à la *caritas*. Dès que surgissait une difficulté, comme par exemple de savoir à partir de quand l'intensité d'un besoin pouvait justifier une inflexion à la règle ordinaire, il était systématiquement fait appel à la *caritas* d'un homme ou d'un groupe digne d'estime et de confiance (voir notamment Guillaume d'Auvergne). Plus généralement, la notion de *justum pretium* se référait directement à celle de *justicia*, et tous les auteurs, de Bonaventure à Thomas d'Aquin, parlaient ici *una voce* : sans la *caritas* envers son prochain, il est impossible de lui faire *justicia*. L'impératif de la *caritas* ne pouvait connaître aucune exception⁸⁵ : aucune vertu qui ne lui fût subordonnée.

Le lieu, la communauté, la *caritas* (dans cet ordre). On observe immédiatement que cette caractérisation du juste prix n'a rien de commun avec les conceptions de l'économie politique, que l'on considère la variante ricardienne ou la variante marginaliste⁸⁶. Tout au contraire, l'analyse théologique

l'éternité de la nature humaine et des notions de base de l'économie politique. Les *a priori* indémonstrables sont par nature irréfutables.

85. Notons qu'il s'agit là d'une cause supplémentaire de non-pertinence des travaux de K. Polanyi : la tripartition proposée par cet auteur (réciprocité, redistribution, échange) ne permet en aucune manière de rendre compte du mécanisme de circulation généralisée animé par l'impératif de la *caritas*.

86. O. LANGHOL croit manifestement à l'existence du « travail » au XIII^e siècle : il interprète systématiquement *labor* comme *labour*, c'est tellement plus simple ! Mais précisément, un examen proprement historique montre, assez logiquement, que les textes du XIII^e siècle ne contiennent ni *labour* ni *competitive market*.

du prix faisait intervenir une des relations fondamentales de la structure médiévale : la relation entre le lieu et la *caritas* au travers de la médiation nodale de la *communitas*. Preuve, s'il en était besoin, que le système féodal intégrait pleinement une certaine forme de relations monétaires et d'échanges marchands au cœur même de ses structures.



Je suis de ceux qui, comme Jacques Le Goff, jugent qu'ils ont d'excellentes raisons de penser qu'on ne peut concevoir de cohérence à propos de l'Europe préindustrielle si l'on ne part pas de la considération du seul cadre réel que constitua la période v^e-xvii^e siècle. On servait au xviii^e siècle les derniers restes du ragoût mijoté dans le chaudron mérovingien. Les « spécialistes » de la micro-cuisine n'y comprendront jamais rien et continueront de s'en vanter avec une hargne éventuellement vindicative. « Jusqu'à la Révolution française du moins, l'Europe catholique est restée dans le cadre de la féodalité. Une féodalité dans laquelle la religion a une place première. Le concept de modernité appliqué aux Temps modernes est à remiser sinon à ranger parmi les vieilles lunes⁸⁷. »

Le livre de J.-Y. Grenier est une contribution majeure à la clarification de cette perspective et à la reconstruction de cette logique sociale. En concentrant son attention sur le xviii^e siècle, et en montrant qu'à ce moment-là encore le système de la circulation et des échanges n'avait rien à voir avec les « mécanismes du marché » que nous connaissons, l'auteur réalise un vrai, un grand travail d'historien, en ce sens qu'il montre précisément que l'histoire n'est pas la répétition indéfinie du même et qu'il y a bien eu des sociétés, pas si anciennes que cela, fondamentalement différentes de la nôtre.

La seule manière de donner corps à cette perspective est de proposer une reconstruction de ces sociétés qui se tiennent. Le modèle des échanges proposé par J.-Y. Grenier, fondé à la fois sur l'analyse d'un vaste corpus de textes et d'un nombre considérable de séries numériques, constitue une réussite exceptionnelle, en intégrant une série de paramètres habituellement considérés isolément et en établissant leur articulation. Une critique raisonnable et constructive ne peut viser que cet aspect : j'ai voulu suggérer que ce modèle sous-estime la catégorie de l'espace, dont la prise en compte plénière permettrait certainement d'augmenter sensiblement à la fois la clarté et la capacité explicative du modèle. Peut-être pourrait-on encore discuter d'autres points. Il reste surtout à utiliser ce magnifique outil pour reconsidérer de près un grand nombre d'ensembles de données concrètes dont on n'avait pas jusqu'ici réussi à rendre compte. L'histoire est devant nous.

Alain GUERREAU
CNRS

87. Jacques LE GOFF, préface à B. CLAVERO, *La grâce du don...*, *op. cit.*, p. xv.